

JOURNAUX CENTENAIRES DU CANADA
CENTENARY NEWSPAPERS OF CANADA

ACTUEL

RAYMOND LAFOND, EN TOUTE LOGIQUE COMMUNAUTAIRE

Assumer la présidence du comité de refonte de la Société franco-manitobaine ancre tout simplement le parcours de Raymond Lafond dans une implaccable cohérence. Portrait de cet homme engagé pour sa communauté.

A12-A13


photo : Bernard Bocquel

BE À LA MODE READ FRENCH

proposé par Odette Fafard dans le cadre du concours de slogan de La Liberté

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
2,20 $ + TAXES
WWW.LA-LIBERTE.MB.CA
VOL. 103 N° 30 • 9 AU 15 NOVEMBRE 2016
SAINT-BONIFACE

AU TEMPS DES COQUELICOTS


photo : Daniel Bahuaud
photos : Gracieuseté 644squadron.org

L'homme des missions secrètes

C'est de la plus haute distinction de la République française, la Légion d'Honneur, qu'Emil August Gillies a récemment été distingué. Un hommage qu'il aurait tant aimé partager avec ses compagnons d'armes car il ne se sent pas plus méritant qu'un autre du 644ᵉ escadron. Daniel Bahuaud s'est longuement entretenu avec l'homme qui connaît la culture du secret.

| Pages A14-A15.

Citation DE LA SEMAINE

SOS GARDERIE EN DANGER

photo : Daniel Bahuaud

« On a sauvé quelques sous en acceptant des meubles scolaires de la DSFM. Des parents ont coupé les pieds pour qu'ils soient adaptés aux plus petits. »

La garderie des Bambins travaille fort pour réaliser toutes les économies possibles. Thérèse Musafiri, la directrice de l'établissement, liste toutes les épargnes effectuées à ce jour pour réduire le déficit. Pour Joanne Colliou, gestionnaire de la Coalition de la petite enfance, c'est désormais aux parents de parler plus fort pour sauver la garderie. **| Page A9.**

Le SOMMAIRE

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : (204) 237-4823
Télécopieur : (204) 231-1998
www.la-liberte.mb.ca
Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi







LE JOURNAL

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN
la-liberte@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe :
Lysiane ROMAIN
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL
bbocquel@mymts.net
Journaliste :
Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca
Journaliste et Webmestre :
Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca
Chef de la production :
Véronique TOGNERI
production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction
Facturation/Abonnement :
Roxanne BOUCHARD/Marta GUERRERO
administration@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste :
Cayouche (Réal BÉRARD)

LA LIBERTÉ RÉD

La Liberté Réd est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

Coordonnatrice :
Lysiane ROMAIN
promotions@la-liberte.mb.ca

Publi-reporters :
Camille HARPER-SÉGUY
presse2@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE
presse5@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA
presse4@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos)
presse6@la-liberte.mb.ca

Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable. L'heure de tombée pour les lettres à la rédaction est le vendredi 12 h pour une possible parution le mercredi de la semaine suivante.

Veuillez noter que les chroniques publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteurs et pas forcément celle du journal.

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'abonnement annuel :
Manitoba : 64,50 $
(TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
États-Unis : 180,50 $ • **Outre-mer :** 247 $

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
ISSN 0845-0455

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien. »



ACTUALITÉS

TROIS QUESTIONS À BINTOU SACKO DE L'ACCUEIL FRANCOPHONE

L'intégration, ça ne se fait pas tout seul

Propos receuillis par
Daniel BAHUAUD

Une dizaine de représentants d'organismes francophones ont participé, le 2 novembre, à votre atelier « Le leadership et la gestion des équipes multiculturelles ». Quel ton avez-vous voulu donner à la rencontre?

On a surtout voulu aider les organismes à mieux intégrer les immigrants au sein de leurs équipes. On a fait des simulations visant à mieux gérer les conflits. Et à créer un espace harmonieux pour tout le monde.

Ce qui n'est pas toujours évident. Imaginons que vous êtes directeur d'un organisme et que vous venez d'embaucher un nouvel arrivant. Il y a des incompréhensions, puisque vous n'êtes pas de la même culture. Vous n'avez peut-être pas la même religion. La personne semble "bizarre", donc des conflits entre elle et d'autres membres de l'équipe sont possibles.

Alors tout entreprendre pour éviter les malentendus?

Absolument. Le nombre d'immigrants francophones augmente d'année en année. À l'heure actuelle, il n'y a jamais eu autant de nouveaux arrivants embauchés par les organismes francophones. Les défis de l'intégration sont une réalité de tous les jours. Même à l'Accueil francophone. Notre équipe est surtout composée d'Africains, mais nous ne sommes pas de la même culture, du même pays ou de la même religion.

Une équipe multiculturelle, a l'avantage de multiplier les perspectives. C'est un puissant atout. Et donc la communication interculturelle est essentielle. C'est pourquoi nous offrons deux ateliers par mois sur différents thèmes touchant l'immigration. Le prochain abordera les mythes entourant les réfugiés. Certains en ont peur. D'autres ne comprennent pas ce qu'ils vivent et ont vécu. Vu le nombre de réfugiés syriens que nous accueillons, il faut en parler.

Justement, vous avez accueilli combien de réfugiés depuis le début de la crise syrienne?

À ce jour, l'Accueil francophone a reçu près de 315 nouveaux arrivants, et 235 réfugiés parrainés soit par le gouvernement fédéral, soit par des organismes privés. De ce nombre, quelque 160 sont réfugiés syriens.

L'Accueil francophone a donc connu une année record. Une année exceptionnelle. Depuis notre création en 2003, on n'a jamais accueilli autant de clients qu'en 2016.

« TROIS VOIX À LA 3 »



Michel Lagacé

À la recherche d'une politique fiscale

Le premier budget du ministre Bill Morneau en mars dernier affichait un déficit de 29,4 milliards $ pour l'année 2016 – 2017 et des déficits pour les prochains quatre ans. Une réserve de 6 milliards $ était aussi prévue. Dans sa mise à jour le 1er novembre, le ministre a effacé la réserve de 6 milliards $ pour annoncer un déficit de 25,1 milliards $. Il ne prévoit cependant pas la fin des déficits.

Le gouvernement comptait sur trois mesures pour stimuler la croissance économique : une baisse d'impôts à partir du 1er janvier, une allocation pour enfants dès le 1er juillet, et un programme de travaux d'infrastructures. Or aucune de ces mesures n'a encore eu d'effets quantifiables sur les emplois et la croissance économique.

Le ministre doit certes composer avec un contexte économique difficile. Les économistes ne cessent de réviser à la baisse leurs prévisions du produit intérieur brut nominal. La productivité canadienne est anémique, la population vieillissante freine l'économie, et la relance économique américaine s'avère plus faible que prévu.

Bill Morneau propose de créer une banque de l'infrastructure et une agence pour attirer l'investissement étranger au Canada. Ces mesures prendront des années avant de donner des résultats. Bien que le gouvernement ait raison de miser sur les infrastructures pour stimuler l'économie à long terme, il a tort de masquer la réalité. À court terme, le taux de croissance sera faible et les déficits ne disparaîtront pas d'eux-mêmes. Hélas, le gouvernement ne propose pas de solution effective pour relancer l'économie et équilibrer ses budgets.



Raymond Hébert

Et voici Donna Miller

Gilbert Savard a essentiellement laissé entendre, dans une lettre parue dans *La Liberté* du 26 octobre au 1er novembre, que Donna Miller est anti-francophone parce cette juriste de formation s'est « opposée aux parents franco-manitobains lorsqu'ils se sont présentés devant la Cour suprême en 1992 pour faire valoir leurs droits en vertu de la Charte canadienne ».

Cela est tout à fait vrai. Cependant le commentaire de Gilbert Savard ne rend pas du tout… justice à Donna Miller, dont la compétence professionnelle est avérée et, de fait, extraordinaire. En effet, cette ancienne sous-ministre de la justice du Manitoba est la première femme nommée greffière du Manitoba, le poste le plus important dans la fonction publique, qui compte 14 000 employés.

Donna Miller ne s'est absolument pas opposée personnellement aux droits des francophones manitobains. Gilbert Savard doit savoir que dans notre système juridique, on ne peut jamais associer le rôle d'un avocat dans une cause avec sa position personnelle. Simplement, les deux parties dans une cause ont droit à une présentation compétente de leur position.

Le gouvernement du Manitoba avait décidé que la cause des parents franco-manitobains devait aller jusqu'à la Cour suprême pour obtenir une résolution définitive de la question, qui était fondamentale pour l'avenir de l'éducation française au Manitoba. Donna Miller a accepté de représenter le gouvernement du Manitoba, et elle a perdu.

Suite à ce jugement, la Commission scolaire franco-manitobaine a été créée, sur une base constitutionnelle désormais incontestable.



Roger Turenne

Le mythe de la « nuit des longs couteaux »

La semaine dernière, Radio-Canada évoquait le 35e anniversaire de la « nuit des long couteaux ». Rappelons les faits : en novembre 1981, la conférence constitutionnelle visant à rapatrier la constitution canadienne achoppait. Le Premier ministre P.E. Trudeau, avec ses alliés du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario, affrontaient les huit autres provinces qui faisaient front commun, dont le Québec de René Lévesque. Dans la nuit du 4 au 5 novembre un compromis s'est dégagé entre tous les participants, sauf le Québec. Et à son insu. Apprenant la nouvelle le lendemain matin, Lévesque crie à la trahison. Néanmoins, la constitution de 1982 est adoptée.

Cette nuit a acquis un statut mythique auprès de l'intelligentsia du Québec, qui continue d'y voir un exemple de la trahison du Canada anglais. Or, il y a une amnésie collective concernant les raisons qui ont amené cette soi-disant trahison. Car dans les heures précédant cette nuit-là, René Lévesque lui-même a trahi les sept autres membres de la « gang des huit » en appuyant une proposition de référendum de Trudeau, sans consulter ses collègues au préalable. Le front commun était fracassé, la preuve de la mauvaise foi de René Lévesque étalée au grand jour.

Il est regrettable que la constitution de 1982 fût adoptée sans l'aval du gouvernement québécois. Cela dit, 74 des 75 députés du Québec à la Chambre des communes l'ont appuyée. Sans la « nuit des longs couteaux », il n'y aurait pas de Charte des droits, pas d'article 23, et donc pas de DSFM.

Éditorial



par Bernard Bocquel
bbocquel@mymts.net

Pas de vitalité sans authenticité

Son nom au fond importe peu, justement par la puissance symbolique de son intervention lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 octobre qui a conduit à l'approbation unanime du Plan stratégique de la francophonie du Manitoba *Ensemble vers 2035*.

Durant de nombreuses années, cet homme s'est dévoué à la cause du français, car il appartient justement à ces vieux profs militants qui s'étaient engagés par conviction, par volonté d'obtenir justice pour les parlants français de cœur et d'âme. La voix tremblante, il a soulevé au micro une vive préoccupation. Il a témoigné d'une scène assez récente qui l'avait scandalisé. Il avait vu une enseignante de la Division scolaire franco-manitobaine, c'est-à-dire une personne qui gagne sa vie à la construction identitaire francophone, converser en anglais avec les membres de sa famille.

Lui l'ancien combattant s'était-il donc battu en vain pour aider à mettre sur pied la DSFM? Avait-il essuyé des vilains coups de couteaux dans le dos pour être ainsi trahi? De nos jours dans le réseau des organismes, les petits jeux de coulisses se pratiquent à fleuret moucheté. Voilà trente ans, dans le *bag*, comme les initiés de la francophonie appelaient alors le système institutionnel, les coups vraiment bas étaient monnaie courante.

À cette époque, ceux qui avaient le courage d'entrer dans la mêlée devaient avoir les principes vissés aux tripes. Il fallait avoir choisi son camp. La sincérité, la fidélité à ses idéaux étaient impératifs. Le mépris total tombait sur ceux et celles qui éveillaient le pire soupçon, celui de n'être qu'un opportuniste dénué de conviction, juste là pour empocher l'argent des subventions. Sur ce point, les différents camps francophones se rejoignaient d'office.

Aujourd'hui, à l'heure de la francophonie au diapason du mantra du gouvernement Trudeau (« diversité et inclusion »), la question doit au moins être posée : le vieux « causeux » qui a lutté pour la création d'une division scolaire à l'échelle de toute la province a-t-il raison de déplorer le comportement linguistique de l'enseignante? À la chaleureuse manière dont son intervention a été applaudie, la bonne centaine de personnes réunies pour se mettre en route *Ensemble vers 2035* partageait respectueusement son avis. Un prof doit être un exemple fort dans toute situation.

Seulement voilà : vision 2035 ou pas, nous sommes au pays de la *Charte des droits et libertés*. La manière dont un bilingue par volonté vit son état de bilingue ne tient qu'à lui. La prof incriminée se rendait-elle même compte qu'elle parlait en anglais? Avait-elle juste envie de se raconter en anglais par respect pour sa mémère irlandaise?

Quelle que soit l'explication - en admettant qu'il en faille une – la dame était dans son plein droit. Elle n'avait commis aucune faute professionnelle. En vérité, elle était non seulement dans son droit, mais tout probablement aussi dans son authenticité, c'est-à-dire dans sa plus profonde cohérence avec elle-même.

Tout le problème qui s'est toujours posé aux militants de la francophonie est ici résumé : pour un bilingue de naissance, mettre ses deux langues en conflit n'a pas de sens. S'il régresse en français faute de discipline linguistique, ça le regarde, puisque sa manière d'être sincère, de rester vrai, authentique, lui appartient en propre.

Au cœur du Plan stratégique de la francophonie manitobaine figure la notion de vitalité, un mot fétiche dans le discours francophone officiel depuis le début des années 2000. Il s'agit de ne pas perdre de vue que cette vitalité tant désirée est soutenue par l'authenticité des personnes qui pratiquent un bilinguisme ouvert.

Comment au Manitoba en 2016 faire le procès de l'enseignante visée sans mettre en doute son authenticité, voire son intégrité personnelle? Car tout bilinguisme personnel est voulu pour la vraie vie. Non pour l'entretien d'un système institutionnel.



À VOUS *la parole*

Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.mb.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca.**

Encore et toujours l'assimilation

Madame la rédactrice,

Malgré la *Loi sur les langues officielles* de 1969 que nous devons à Trudeau père, malgré la promotion du bilinguisme et de la dualité linguistique au Canada, on doit bien constater que l'assimilation s'infiltre dans nos institutions. Et ça malgré nos écoles françaises, nos écoles d'immersion et le goût toujours plus prononcé parmi les Canadiens de devenir bilingues.

Chez nous à Sainte-Anne, dans une paroisse historiquement francophone, les syndics tiennent leurs réunions en anglais seulement. Dans la Ville de Sainte-Anne, on tient aussi les réunions seulement en anglais.

Le mouvement d'aide aux pauvres a été invité à s'exprimer devant les Saints-Annois. Et on ne leur a même pas suggéré de prendre la parole en français.

L'autre jour, on se présente à Sainte-Anne pour recevoir le vaccin contre la grippe, une initiative de l'Office régional de la santé, et encore une fois, pas un mot en français! Pas d'accueil, pas d'offre active, peu de service. Je doute fort que le service d'ambulance que j'avais établi en 1972 avec l'aide bénévole de 14 personnes soit encore bilingue. Et j'ajoute en passant que ce service d'ambulance figure parmi les plus dispendieux du Canada.

Au moins, et Dieu merci, nos bons services bilingues proposés par nos médecins, comme ceux offerts à la Villa Youville, sont toujours là. N'empêche, je n'ose pas même essayer de m'imaginer ce qui pourrait m'attendre demain.

Louis Bernardin
Saint-Raymond
Le 29 octobre 2016

À VOUS *la parole*

*Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.mb.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.*

Quel hommage à Georges Forest?

Madame la rédactrice,

Autant j'appuie le projet d'ériger un monument à la mémoire de Georges Forest, autant je déconseille qu'on l'installe à l'entrée du Jardin des sculptures, comme le suggère Bernard Bocquel dans son éditorial du 5 octobre dernier. Les objets rassemblés au Jardin ont une fonction esthétique, quitte à ce qu'ils fassent réfléchir à tel ou tel aspect de la condition humaine selon l'imaginaire de chacun.

Un monument « à la mémoire de » a fonction de commémorer de façon exacte au-delà de l'esthétisme adopté. Des objets aux intentions aussi opposées ne peuvent coexister facilement. Les obliger à le faire ne rend service à aucun d'entre eux. Autrefois, on a proposé de déménager le monument Riel de Marcien Lemay au Jardin des sculptures. Ça aurait été affreux.

On parle de statue. Mais pourquoi? On n'est plus au XIXe siècle. Représenter Georges Forest portant des pantalons d'époque à pattes d'éléphant rendrait-il sa mémoire plus édifiante? Je frémis d'horreur à le voir appuyé sur un parcomètre ou enjambant l'enseigne de la Cour suprême.

Si on tient à le représenter « physiquement », pourquoi ne pas le faire au moyen d'un simple buste? Un buste un peu plus grand que nature érigé sur un socle de granit élégant et solide qui, l'été, serait entouré de plates-bandes fleuries et verdoyantes. Je vois ce buste inculquant une âme au parc Provencher, si mort autrement.

Aucun monument, aussi grandiose soit-il, ne saurait assurer la pérennité du legs de Georges Forest. La seule chose qui le fera, c'est le nombre des générations à venir qui parleront français au Manitoba. À quoi bon un monument s'il ne sert que de point de ralliement aux ados *skateboarders* qui se demandent : « *Who's this guy Georges in the funny suit?* »

Bernard Mulaire
Montréal
Le 28 octobre 2016

En faveur du droit de vote à 16 ans

Madame la rédactrice,

La démocratie canadienne d'aujourd'hui n'est pas parfaite. N'empêche qu'elle est perfectible. Mais la possibilité même de parfaire la démocratie canadienne sous-entend une volonté d'entraîner un changement pour son bien. À l'heure actuelle, le Comité spécial sur la réforme électorale étudie des réformes électorales possibles et consulte les Canadiens et Canadiennes à ce sujet, pour ensuite déposer ses recommandations à la Chambre des communes d'ici le 1er décembre 2016.

Dans le cadre de ce processus, j'aimerais témoigner de mon appui envers l'initiative de réduire l'âge légal du vote à 16 ans que mène présentement la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF). La FJCF a produit un mémoire à ce sujet, intitulé ***Établir le droit de vote dès l'âge de 16 ans, une priorité pour améliorer le système électoral***, qui fut récemment déposé auprès du Comité spécial pour la réforme électorale. De ce mémoire découlent deux recommandations :

1. Que l'article 3 de la Loi électorale du Canada, qui fixe à 18 ans l'âge minimal pour avoir qualité d'électeur, soit modifié pour fixer à 16 ans l'âge minimal pour avoir qualité d'électeur;
2. Que le gouvernement du Canada collabore avec ses partenaires provinciaux et territoriaux afin de mettre en place des mesures pour le développement de l'éducation civique chez les jeunes du secondaire dans le but d'encadrer leur première expérience de vote au fédéral.

Pourquoi ces deux recommandations sont-elles importantes? Il n'existe aucune raison *a priori* pouvant justifier raisonnablement la législation actuelle. Il faut donc se poser la question suivante : le jeune de 16 ans a-t-il la compétence de pleinement participer comme citoyen de droit dans une démocratie et contribuer au bien commun? Certains diront que les jeunes ne disposent pas suffisamment d'expérience pour voter. On présuppose ici que l'expérience se gagne avec l'âge.

Si l'on convient que les jeunes n'ont pas la sagesse des années, ils ont tout de plus la sagesse des dons et des talents, et le potentiel d'agir selon leur rationalité. L'adulte ne justifie pas son droit de vote à cause de son âge mais plutôt à cause de sa capacité de raisonner et prendre en compte les circonstances dans lesquelles il se trouve pour informer son vote. Pourquoi accorde-t-on donc ce bon sens à l'adulte et non au jeune? Une bonne idée demeure une bonne idée même si elle est proposée par un jeune avec moins d'expérience.

Les jeunes constituent une partie intégrale du Canada. Il ne faut surtout pas les mettre à part. Ils contribuent à l'épanouissement et l'avancement du pays, et veulent l'améliorer. D'accorder le droit du vote dès l'âge de 16 ans permettrait aux jeunes de participer pleinement dans la démocratie canadienne, et rendrait le Canada un peu plus parfait.

J'invite donc tous vos lecteurs à se renseigner au sujet de cette initiative, et à témoigner leur appui auprès de leur député local. Une foule d'information et de ressources, dont des lettres types et une pétition, vous attendent au www.fjcf.ca.

Justin Johnson
Président
Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)
Le 2 novembre 2016

Plaidoyer en faveur d'un salaire minimum à deux vitesses

Madame la rédactrice,

On affirme que l'augmentation du salaire minimum à 15 $ causerait la faillite de petites et moyennes entreprises, des coupures importantes d'emplois, un chaos, "une bombe atomique". Radio-Canada débattait de cette question récemment et on a entendu que la bombe est en fait désamorcée quand les augmentations se font graduellement. Par preuve, les pays scandinaves : il n'y a pas les effets néfastes imaginés quand on crée un cadre dans lequel les augmentations sont annoncées et effectuées sur plusieurs années.

Le Canada est un pays fondé sur le droit, qui proclame respecter et protéger les droits des citoyennes et citoyens. Nos représentant(e)s ont signé et ratifié des conventions internationales en appui aux femmes, aux enfants, aux aîné(e)s, etc. Un salaire minimum minable tient les personnes les plus vulnérables en otage dans la pauvreté. Au Manitoba, 70 % des personnes qui travaillent à temps pariel et 60 % des personnes qui gagnent le salaire minimum sont des femmes, 20 % sont des étudiant(e)s. Voilà 80 % de ces gens qui pourraient avoir des obligations familiales en plus de leurs besoins personnels. Moisson Winnipeg affirme que 18 % des foyers qui ont recours à leurs services ont au moins une personne qui travaille à temps plein. On trouve des banques alimentaires même dans les universités et collèges communautaires.

On banalise l'importance du salaire minimum en disant qu'il affecte surtout les jeunes, les ados qui vivent encore à la maison. Rappelons-nous que les jeunes doivent s'y prendre de bonne heure pour épargner pour leurs études. Cependant, au risque d'être accusée d'âgisme, dans l'esprit de trouver un compromis raisonnable, ce serait un moindre mal d'avoir un salaire minimum à deux vitesses : un pour les moins de 18 ans et un autre pour les adultes. Il y a un si haut taux de pauvreté dans notre province, que nous devrions reconnaître la croissance économique qui découlerait d'un salaire minimum progressiste, dont la grande part serait dépensée localement et non cachée dans des paradis fiscaux.

Surtout, examinons bien les clauses des accords de libre échange afin que les emplois ne soient pas davantage précarisés. Le traité de libre échange ALENA avait eu pour répercussions une diminution des emplois à temps plein. Un vrai problème humain, car des emplois à temps partiel réduisent l'accès d'un bon nombre de gens aux avantages sociaux et aux pensions. Souvenons-nous : de nombreuses entreprises faisaient converger leurs intérêts, licenciaient des employé(e)s, déplaçaient les emplois et imposaient une diminution des salaires au nom de la sacro-sainte « compétitivité ».

Il faudrait que les accords de libre échange futurs incluent l'obligation des entreprises de déclarer tous les revenus générés sur les territoires respectifs. Il faut qu'elles paient leurs impôts dans les pays respectifs pour contrer l'évasion des profits placés dans des paradis fiscaux. Les revenus générés permettraient aux gouvernements d'offrir les services de bases auxquels les citoyens et citoyennes des pays ont le droit de s'attendre de leurs représentants, afin de protéger leur environnement et d'assurer les infrastructures nécessaires à leur économie nationale.

Gisèle Saurette-Roch
Réseau action femmes
Le 2 novembre 2016

TRIBUNE LIBRE

Pourquoi la francophonie silencieuse s'est-elle tue?

Le Plan stratégique de la communauté francophone manitobaine adopté fin octobre stipule l'existence « d'une importante *francophonie silencieuse*, qui représente un potentiel important en matière de (ré-)engagement ››, mais qui versera dans l'assimilation « si elle demeure silencieuse ».

PGF consultants ajoute que les composantes ethnoculturelles de la francophonie qui ont la volonté d'établir un dialogue essentiel pour assurer la réussite du nouveau projet de société se buteront à « une certaine disparité au niveau de l'usage et de la qualité du français ». Deux camps sont identifiés, celui des puristes de la langue qui veulent « la protéger et en assurer la qualité » et les « champions du concept de la sécurité langagière » qui encouragent le plus grand nombre à se « servir de la langue de manière informelle sans se faire critiquer ». PGF conclut que « la voie de la sagesse se situe sans doute dans une combinaison de ces deux approches ». (Voir pages 13-14)



RENÉ PICHÉ,
dit le Bien-disant

Né en 1938 à Fannystelle (Manitoba), je n'ai parlé l'anglais qu'à 19 ans. Sous ma bonne étoile, excluant les cours d'anglais bien entendu, mes études et mes deux carrières se sont déroulées presque totalement en français. Devenu *puriste* malgré moi, j'avoue que je peux encore converser avec verve en utilisant le *parler populaire*. Je regrette cependant d'avoir contribué à l'épuration et à la perte de l'usage du vocabulaire ancestral.

Ce vocabulaire du 17e siècle relevé dans les dictionnaires d'aujourd'hui, de même que les nouveaux mots créés par nos ancêtres pour caractériser leur nouvelle réalité au Canada, sont toujours articulés. Ou à tout le moins ils sont compris par la plupart des membres d'âge mûr faisant partie de la *francophonie silencieuse*. Au besoin, au cours des efforts de dialogue à venir, je me porterai volontaire de l'interprétation. Durant ces rencontres, nous pourrons même enrichir notre vocabulaire en empruntant celui des nouveaux immigrants de langue française.

Pourquoi la *francophonie silencieuse* s'est-elle tue? Pour la « ré-engager », nous devrons identifier les particularités de chacune des générations auxquelles ses membres appartiennent et les raisons expliquant leur silence. Certains n'ont pu recevoir une éducation très poussée en français; d'autres, éduqués en anglais, n'ont pas eu besoin du français pour gagner leur vie; d'autres encore, ayant vécu dans un milieu à forte majorité anglophone, ont dû épouser un conjoint non sensibilisé par Canadian Parents for French, etc.

Nous risquons d'être *mal amanchés* si nous n'entreprenons pas cette démarche. Je souhaite bonne chance à quiconque *prendrait le manche par le mauvais bout pour régler ce problème*!



Moi, Julien FERRER, 14 ans, stagiaire à *La Liberté*

Mon arrivée

Je suis arrivé le 2 novembre à 9 h à *La Liberté* pour mon stage en entreprise de 9e année. Je suis élève au Collège Louis-Riel. J'ai choisi le journal *La Liberté* parce que le journalisme est une profession qui m'intéresse. J'ai donc passé la journée en grande partie avec la journaliste Barbara Gorrand. En premier, on m'a expliqué ce que c'est un journaliste. Un journaliste est en fait un lien entre l'information et le public, les gens du métier doivent répondre systématiquement à 5 questions: Qui fait quoi, quand, où, comment et pourquoi.

La Liberté a besoin de…

- publicités. Car ce sont les publicités qui font en partie vivre le journal.

- un compte Facebook. Car c'est une bonne façon de lancer un concours. D'ailleurs dès mon arrivée, j'ai lancé un concours de selfies pour gagner des écouteurs sans fil. Ils sont super cool.

- **Le Saviez-vous que dans le journal *La Liberté*, 50 % est de la publicité et 50 % du contenu;**

Les bureaux…

On m'a expliqué que chaque personne à son propre rôle à jouer, tous ont un rôle différent. Un s'occupe des pubs, l'autre des vidéos et un autre du micro trottoir...

Les micros trottoirs

Justement vers 11 h 30 je suis allé faire un micro trottoir (Vox Pop = Voix du peuple). Le micro trottoir, c'est simple : on va dans la rue et on pose des questions à des inconnus sur ce qu'il pensent d'une question en particulier.
Là par exemple, c'était à propos du changement d'heure. On est allé au CCFM. C'était super dur parce que personne ne voulait parler devant une caméra. Dès que les gens voyaient la caméra ils fuyaient (ça nous a pris 1 heure pour trouver 3 personnes qui ont accepté de parler devant la caméra).

- **Le Saviez-vous qu'en Saskatchewan ils ne changent pas d'heure comparé au Manitoba et aux autres provinces;**

Les qualités pour être journaliste…

Pour être journaliste, il faut être curieux, têtu, patient et ne surtout pas être timide.
Moi je vais surtout parler des deux derniers car c'est ce que j'ai vu. Pourquoi faut-il être « patient »? Il faut être patient parce que quand tu fais le micro trottoir, la plupart des personnes ne veut pas répondre à tes questions. Pourquoi ne pas être timide? Là encore, si tu dois aller interviewer des personnes et que t'es timide ça ne va pas marcher!



Julien FERRER, stagiaire et Sophie GAULIN, directrice et rédactrice en chef

LA SFM PLAIDE POUR UNE FRANCOPHONIE ÉLARGIE

« On croit qu'on a un cas solide »

Plus de deux ans après avoir enclenché la procédure, la Société franco-manitobaine va enfin pouvoir expliquer en Cour fédérale pourquoi elle trouve que le gouvernement fédéral est en retard sur sa conception de la francophonie.



Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

La poursuite de la SFM, qui vise au fond à obliger au respect de la *Loi sur les langues officielles,* sera plaidée le 10 avril prochain, à Winnipeg. Si la SFM obtient gain de cause, les retombées positives seront ressenties par toute la francophonie canadienne.

Daniel Boucher, le président-directeur général de la SFM affiche sa satisfaction : « Gagner à Winnipeg sera un gain pour toutes les personnes voulant des services en français. Nous ne connaissons pas encore le nom du juge qui entendra notre plaidoyer. Par contre on sait que la Cour fédérale a accordé trois jours pour entendre les plaidoyers. Michel Bastarache, l'ancien juge de la Cour suprême du Canada, est notre avocat-conseil depuis le début. Il ne plaide pas les causes, mais il dirige le travail des avocats qu'il choisit. »

Côté fédéral, les avocats sont : Catherine Lawrence, Marie-Josée Montreuil et Sarah Jiwan. Daniel Boucher précise : « À ma connaissance, le Fédéral n'a pas fait appel à des experts ou des avocats-conseil. »

La poursuite juridique de la SFM a été présentée à la Cour fédérale le 27 février 2015. Le dossier de preuves a ensuite été signifié aux procureurs de la Couronne le 10 avril 2015. Ce dossier inclut sept affidavits, dont celui de Jean-Pierre Corbeil, qui dirige le programme de la statistique linguistique à Statistique Canada. Quatre rapports d'experts ont aussi été déposés. Les experts sont : Raymond Breton, professeur émérite en sociologie à l'Université de Toronto; Éric Forgues, directeur général de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques; Sylvie Lamoureux, professeure agrégée à l'Institut des langues officielles et du bilinguisme à l'Université d'Ottawa, et Jacqueline Blay, présidente de la SFM.

Daniel Boucher remarque que la poursuite repose sur l'évidence que « la société a évolué depuis que les règlements fédéraux ont été établis ».

« Les définitions du Fédéral sont périmées. Pour le gouvernement, un francophone est une personne qui parle français, née dans une famille canadienne où les deux parents sont, eux aussi, des francophones. Mais où sont les nouveaux arrivants, ou encore les familles exogames? Ces personnes sont exclues lorsque le gouvernement verse de l'argent pour l'offre des services en français.

« De plus, quand le gouvernement examine son obligation d'offrir un service en français, il ne compte que des têtes. Il ne se pose qu'une question : quelle est la première langue officielle parlée? C'est un calcul étroit basé sur une formule mathématique. Le gouvernement ne tient aucunement compte de la vitalité de nos communautés. On se demande si l'approche est compatible avec la *Loi sur les langues officielles*. Sans même parler de la *Charte canadienne des droits et libertés.*

« Bien qu'il soit impossible de prédire l'avenir et ce que la Cour fédérale décidera, on croit qu'on a un cas solide. »

Archives La Liberté

Daniel Boucher : « Si on gagne, le bassin de clients pour les services fédéraux en français sera plus grand. Il sera possible d'obtenir plus de services en français, et à plus d'endroits. Et les ministères pourront offrir plus de programmes bilingues. »

Coup de chapeau à Maria Chaput

La poursuite de la SFM s'inscrit dans l'optique des nombreuses tentatives de l'ancienne sénatrice Maria Chaput.

En 2015, elle a déposé le projet de loi S-209 à la Chambre haute, son ultime tentative de modifier la définition dépassée d'un francophone dans la Partie IV de la *Loi sur les langues officielles*.

Daniel Boucher commente : « Pour toutes fins pratiques, notre argument de base est presque identique à la démarche de Maria Chaput. Il est temps d'agrandir l'espace francophone. Maria Chaput a eu recours au Sénat. Nous, au judiciaire. »

LA SFM PRÉSENTE AUX JEUX D'ÉTÉ DU CANADA 2017

Le Canada appellera, le 233-ALLÔ répondra

En juillet et août prochains, des milliers de touristes et d'athlètes convergeront vers Winnipeg à l'occasion des Jeux d'été du Canada. La SFM investira 100 000 $ pour devenir le service de renseignements de l'évènement.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Le 233-ALLÔ sera le centre d'information bilingue pour les Jeux d'été du Canada, l'un des évènements d'envergure qui marqueront le 150e anniversaire de la Confédération canadienne.

Myriam Leclercq, la coordonnatrice du 233-ALLÔ, souligne que le centre d'appel de la Société franco-manitobaine (SFM) se prépare déjà pour répondre aux questions. Elles pourront venir soit des plus de 4 000 athlètes et entraîneurs qui participeront aux Jeux, ou des 6 000 bénévoles ou encore des 20 000 spectateurs qui sont attendus.

« Le compte à rebours a définitivement commencé. On a déjà rencontré à quelques reprises les organisateurs des Jeux d'été du Canada 2017. À l'heure actuelle, ils nous préparent un énorme cartable de renseignements que nous devrons avoir en main pour bien faire notre travail. Dès le printemps, l'équipe connaîtra par cœur le contenu du cartable. »

Le 233-ALLÔ ne vendra pas de billets, mais ses agents devront indiquer où le public peut en acheter. De plus, ils devront souligner si un évènement est gratuit, ou encore comment se rendre aux différents évènements sportifs et aux nombreuses activités culturelles qui auront lieu à La Fourche.



photo : Daniel Bahuaud

Myriam Leclercq : « Ce sera une opération d'envergure. À la base, notre travail ressemblera au service de renseignements que nous offrons chaque année lors du Festival du Voyageur. »

Pour y arriver, les cinq employés de la SFM qui consacrent présentement de leur temps de travail au 233-ALLÔ seront appuyés de cinq recrues, qui travailleront l'été. »

Myriam Leclercq : « Ce sera une opération d'envergure. À la base, notre travail ressemblera au service de renseignements que nous offrons chaque année lors du Festival du Voyageur. Et ce depuis la création du 233-ALLÔ, en 1989. Et nous avons énormément d'expérience en billetterie pour des organismes comme Cinémental, les Blés au Vent, les Intrépides, le Directorat de l'activité sportive, Santé en français, la Maison des artistes et parfois même l'Archidiocèse de Saint-Boniface. »

La SFM dépensera près de 100 000 $ en ressources humaines et en équipements pour mener à bien son offre du service. Daniel Boucher, le président-directeur général, estime que « l'investissement aura des retombées importantes à court et à long terme. »

Pourquoi? « La présence du 233-ALLÔ aux Jeux d'été du Canada représente un pas énorme pour la SFM. La francophonie de chez nous sera visible et bien présente aux Jeux d'été. On verra le logo du 233-ALLÔ un peu partout. Nous serons propulsés à l'échelle provinciale et pancanadienne.

« De plus, notre engagement démontre qu'un service d'envergure peut être livré par des organismes communautaires comme la SFM. Et en offrant un service bilingue, on rappelle aux participants et aux spectateurs l'importance des deux langues officielles du pays. »

LES BAMBINS TOUJOURS À COURT D'ARGENT

À quand un signe de vie du gouvernement?

Installée fin mai au sous-sol de l'église St. Philip's à Saint-Boniface, la Garderie des Bambins reste aux prises avec des soucis d'argent. Malgré l'accueil de plus d'enfants et des collectes de fonds organisées par leurs parents.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Le 5 octobre, lors d'un barbecue tenu à la Garderie des Bambins, les parents ont réalisé un léger profit de 280 $. Le lendemain, un groupe de parents était au Casino de la McPhilipps Station, dans le but de prélever d'autres fonds. Résultat : un autre 3 000 $ pour la garderie.

Thérèse Musafiri, la directrice générale, souligne l'importance de ces efforts.

« Nos parents ont travaillé au casino grâce à l'entremise du Conseil manitobain des services communautaires. Et le 21 novembre, nos parents répéteront l'expérience. Nous obtiendrons un autre 3 000 $. L'argent aidera à rembourser les dépenses du déménagement, surtout l'achat de meubles. De plus, il aidera à réduire le déficit que nous accumulons depuis quelques années. »

Le travail des parents, en 2015 et 2016, a en effet déjà permis à la garderie de réduire son déficit de 13 000 $ à 3 000 $.

« On travaille fort pour faire beaucoup d'économies. Des parents ont fabriqué eux-mêmes les étagères dont nous avions de besoin. La garderie a acheté le matériel. Comme ça, on a épargné près de 4 000 $. On a également sauvé quelques sous en acceptant des meubles scolaires de la DSFM. Des parents ont coupé les pieds pour qu'ils soient adaptés aux plus petits. »

Autres sources d'épargne : le loyer mensuel à St. Philips coûte 125 $ de moins que sur la Kitson, pour des locaux plus spacieux.

Thérèse Musafiri explique l'importance de l'espace disponible. « On peut accueillir 40 jeunes. En ce moment, 26 enfants fréquentent la Garderie des Bambins. Il y a quatre tout petits, âgés de quatre à dix-huit mois. Les autres sont âgés de deux à cinq ans. On contacte les parents sur nos listes d'attentes, surtout ceux qui ont de très jeunes enfants. »



photo : Daniel Bahuaud

Thérèse Musafiri, le petit Yoann Mwenda et Jeannette Combiadiakis, une des employées à la Garderie des Bambins.

La difficulté pour l'obtention de subventions gouvernementales, c'est l'exigence pour la garderie de devoir confirmer qu'elle a les enfants. La Province verse 4 180 $ par année pour chaque enfant de deux à cinq ans et près de 11 000 $ par année pour les enfants de trois à dix-huit mois.

Or ce sont les subventions qui permettent d'embaucher les employés. Et cette année, la Province n'a pas encore versé les fonds requis.

« On attend. Surtout que côté salaire, on est encore en 2012. Nos employés non formés reçoivent 11 $ de l'heure. Nos éducatrices gagnent 15,50 $. La plupart des garderies sont à 14 $ et 18 $ de l'heure. Alors on espère que le gouvernement nous donnera bientôt signe de vie. »

Aux parents de parler plus fort

Joanne Colliou a un conseil à donner aux parents des garderies en difficulté : « Il faut crier un peu plus fort. »

La gestionnaire à la Coalition francophone de la petite enfance du Manitoba (CPEF) l'assure d'expérience. « Les garderies attendent depuis plusieurs mois déjà les subventions provinciales. On peut comprendre qu'un nouveau gouvernement prendra un peu plus de temps. Mais les garderies commencent à souffrir du retard.

« Pourtant, les directions des garderies ont déjà beaucoup insisté. La Coalition, elle aussi, a écrit ses lettres au gouvernement. Le message doit maintenant être porté par les parents. Ils savent déjà se mobiliser pour collecter des fonds pour leurs garderies. L'heure est à la mobilisation politique. »

Joanne Colliou salue l'entente signée entre la Commission nationale des parents francophones et le Réseau de développement économique et d'employabilité. Conclue le 14 octobre elle a pour objectif de trouver des solutions innovatrices pour créer plus de places en garderie.

« C'est très encourageant de voir les parents s'engager au niveau fédéral. Plus de 50 000 enfants ont besoin d'une place de garderie en milieu minoritaire francophone. L'entente conclue avec le RDÉE pourrait aboutir à quelque chose de concret. Ce que je trouve triste, c'est que les garderies de taille moyenne, comme la Garderie des Bambins, commencent à disparaître. Trop de parents sont forcés à choisir entre une petite garderie familiale et une grande garderie scolaire. »

SAINTE-AGATHE EN PLEIN ESSOR

Des pompiers opérationnels fin 2017

La première caserne de pompiers à Sainte-Agathe verra le jour l'été prochain. La Municipalité de Ritchot, qui a donné le feu vert au projet en mars, procède aux demandes de soumissions auprès des architectes.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Michel Duval, l'administrateur de la Municipalité de Ritchot, fait le point sur l'état du projet :

« À ce jour, 13 firmes d'architectes ont exprimé leur intérêt. Une demi-douzaine a également posé des questions pour obtenir des précisions de la Municipalité. L'intérêt manifesté pour le projet est très encourageant. »

Les architectes ont jusqu'au 14 novembre pour soumettre leur candidature. « Le comité chargé d'étudier les soumissions fera ensuite ses recommandations au Conseil municipal. Il tranchera la question à sa réunion du 6 décembre. Début 2017, on passera aux demandes de soumissions des entreprises de construction. »

La caserne de Sainte-Agathe a déjà reçu l'aval du public en septembre. La Municipalité prévoit qu'elle coûtera entre 800 000 $ à 1,5 million $, du simple au double, selon le plan architectural choisi. De plus, un camion d'environ 500 000 $ sera acheté.

Michel Duval précise que le véhicule sera presque identique aux camions qui équipent les casernes d'Île-des-Chênes et de Saint-Adolphe. « On veut que les pompiers bénévoles puissent passer sans difficulté d'un camion à un autre. Aussi, on aimerait un camion récent. Celui d'Île-des-Chênes remonte seulement à 2013. »

À l'heure actuelle, 16 candidats s'entraînent avec les équipes des casernes d'Île-des-Chênes et de Saint-Adolphe, sous la direction de Scott Weir, le chef des pompiers de Ritchot.

Pour réaliser le projet, la Municipalité de Ritchot a effectué début octobre une demande d'emprunt de 2,5 millions $ auprès de la Province. Les frais pour l'entraînement des pompiers (250 000 $) et l'achat des équipements pour la caserne (250 000 $) sont inclus dans cette demande.



photo : Gracieuseté Jeannot Robert

Un des plans possibles pour la future caserne de pompiers de Sainte-Agathe. La Municipalité de Ritchot n'a pas encore choisi le dessin architectural final.

« Nous n'avons pas encore eu de réponse, mais on a bon espoir que notre demande sera approuvée. On travaille déjà avec la Province pour faire le transfert du terrain provincial, à Sainte-Agathe, où on compte construire la caserne. »

La construction de la caserne à Sainte-Agathe prend place dans le contexte d'un boom de construction immobilière et commerciale au village et, plus globalement, dans toute la Municipalité de Ritchot. Jeannot Robert, le conseiller municipal de Sainte-Agathe, met en relief le besoin d'avoir des pompiers dans la communauté :

« Sainte-Agathe s'est bien remis de l'inondation de 1997. En 2004, quand les premiers grands travaux de construction résidentielle ont commencé, le village avait à peine 100 maisons. Depuis, 160 maisons ont été construites. Et le parc industriel Riel, qui accueille une douzaine de commerces, sera agrandi. »

Michel Duval apporte une autre considération : « La caserne la plus proche de Sainte-Agathe est celle de Saint-Adolphe. Quand une alarme à feu sonne, les pompiers bénévoles doivent se rendre à la caserne. Une fois habillés et équipés, ils quittent la caserne. Et ça prend au moins 15 minutes pour se rendre à Sainte-Agathe. Un temps de réaction beaucoup trop long. »

Jeannot Robert fait part d'une autre raison pour la nouvelle caserne : « La densité de la population augmente dans toute la région. Saint-Adolphe est en pleine expansion. Sa digue est agrandie et le boom résidentiel continue. Les pompiers de Sainte-Agathe aideront ceux des deux autres postes. Ils pourront notamment s'occuper d'accidents le long de l'autoroute 75 entre Glenlea et les abords de Morris. Sans parler d'accidents le long de la route provinciale 305. »

QUI SONT LES 5 MEMBRES DU COMITÉ DE REFONTE DE LA SFM?

CETTE SEMAINE : RAYMOND LAFOND

« Il faut qu'on prenne notre place »

Persévérance et cohérence. Ces deux mots, qui pèsent lourd dans la balance d'une vie, cernent en première approximation Raymond Lafond. Son élection au comité des cinq chargé de la refonte de la SFM, puis son choix comme président et porte-parole de ce comité, fournissent le plus récent exemple du respect dont il jouit, au sein de la francophonie manitobaine en particulier.

Bernard BOCQUEL
bbocquel@mymts.net

La liste des engagements du quasi-septuagénaire Raymond Lafond, autant professionnels que communautaires, est longue. Le natif de Saint-Jean-Baptiste manifeste son souci de l'action et de l'ouverture au monde dès ses années au Collège de Saint-Boniface, lorsqu'il devient membre du comité de direction de l'Association des étudiants de l'institution.

« J'ai été un petit garçon de la campagne, bien naïf. Arrivé au Collège, j'ai participé à des comités. L'Association des étudiants vivait une période difficile. Pour moi, le défi a été énorme, au départ. Comme vice-président aux affaires extérieures, je nous représentais à l'Université de Winnipeg. Ça a commencé à m'ouvrir les yeux sur le monde politique et le monde des organisations. »

Bac latin-philo en poche en 1968, il entame son parcours professionnel chez Forest Guénette, une firme de comptables agréés dont les bureaux se trouvent au 607 rue Langevin, le bâtiment qui abrite alors CKSB. Durant les quatre prochaines années, le voilà au travail et aux études pour devenir comptable agréé.

Raymond Lafond s'excuse presque de ne pas avoir eu le temps de faire autre chose que de travailler et d'étudier entre 1968 et 1972. « Ça ne se voit peut-être pas, mais je suis une personne très intense. Quand j'embarque dans quelque chose, il faut que j'y aille à fond. Quand je reçois une proposition pour siéger à un conseil d'administration, ça me fait de la peine si je dois décliner. J'ai de la difficulté à refuser. »

L'initiative de la SFM d'établir un comité de refonte l'a bien sûr tout de suite interpelé. Raymond Lafond n'a pas pu résister longtemps à l'appel communautaire qui l'habite. « Après y avoir réfléchi un peu, j'ai osé penser que je pouvais jouer un rôle. » L'élégance d'une juste dose de modestie se conjugue bien avec la cohérence d'un engagement. Un engagement au demeurant ancré dans une ancienne conviction, révélatrice d'un bouillonnant tempérament.

photo : Bernard Bocquel

Homme de communauté par exigence naturelle, Raymond Lafond avait obtenu le Prix Riel en 1989 et reçu la même année le Prix Evangelium du diocèse de Saint-Boniface. Il résume ainsi « sa motivation centrale » à siéger au comité de refonte de la SFM : « Avec les États généraux, on a suscité un intérêt dans la population, on a créé une certaine énergie. Maintenant, il faut concrétiser l'effort d'une façon ou d'une autre.

Alors qu'il était encore dans sa vingtaine, le récipiendaire (en 2015) d'un diplôme honorifique de l'Université de Saint-Boniface avait suivi un séminaire en économie. La prise de conscience opérée ce jour-là lui colle à l'âme canadienne-française depuis lors. « J'avais été frappé par le fait que le revenu moyen des Franco-Manitobains était juste au-dessus de celui des Autochtones. Je m'étais dit : On est capable de prendre notre place. Je ne suis pas né pour un petit pain. »

Enraciné dans une double tradition paroissiale et villageoise, c'est tout naturellement qu'un Raymond Lafond urbanisé s'implique dans une communauté à base canayenne en entrant au conseil d'administration de la caisse populaire de Saint-Boniface (1973-1979), de la Fédération des caisses populaires (1973-1983) et du Fonds de sécurité des caisses populaires (1975-1979).

Suite en page A13.

QUI SONT LES 5 MEMBRES DU COMITÉ DE REFONTE DE LA SFM?

CETTE SEMAINE : RAYMOND LAFOND

Suite de la page A12.

C'est avec le même naturel de culture qu'il répond en 1974 aux sollicitations des Sœurs Oblates en devenant membre de leur Conseil général, dont il fait encore partie 42 ans plus tard. Le mouvement des caisses populaires n'est-il pas issu des persistants efforts du clergé, entrepris dans les années 1930 pour tenter de faire valoir l'outil coopératif à une petite paysannerie sans grandes perspectives de succès économiques?

« Ma participation au mouvement coopératif dans les années 1970 et 1980 ont été des temps très formateurs pour moi. Tant au niveau de l'organisation que sur le plan humain. C'est durant cette période que j'ai développé un attachement profond à la communauté franco-manitobaine. »

Un attachement définitivement scellé en 1984, au plus fort de la crise financière qui secoue alors en particulier les caisses populaires. « Cela faisait un an que j'étais sorti des caisses. Gérald Labossière, qui dirigeait le Fonds de sécurité des caisses, a souhaité que je prenne en charge la caisse pop de Saint-Boniface. J'étais bien à Standard Aero. La compagnie avait 35 millions $ de surplus. La caisse était 3 millions $ dans le rouge, avec un actif de seulement 30 millions $. »

En relevant « l'énorme défi » de redresser la caisse populaire de Saint-Boniface, Raymond Lafond a élargi son champ de compétences et consolidé ses convictions. « J'ai appris à travailler étroitement avec un CA fort. Et j'ai fait en sorte d'avoir ce CA à la hauteur. J'étais activement à la recherche de bons membres. L'effort a été payant. Plus le conseil devenait fort, plus ça devenait facile d'attirer du monde solide. »

Sa façon de s'inscrire dans l'action à la fois financière et sociale est remarquée par les Sœurs Grises, qui s'interrogent sur l'avenir de la vingtaine d'œuvres qu'elles ont fondées, dont l'Hôpital Saint-Boniface. En 1993, après neuf ans à la direction générale de la caisse pop de Saint-Boniface, Raymond Lafond devient le premier laïc en charge de l'administration de leurs œuvres. Les réflexions engagées conduisent à la mise sur pied en l'An 2000 de la Corporation catholique de la santé du Manitoba, dont il rédige les règlements administratifs (*by-laws*) et assume la direction générale.

Fort de cette expérience, il va aussi mettre la main à la pâte pour la rédaction des règlements administratifs de l'Agence nationale et internationale du Manitoba (ANIM), dont il devient le premier président du CA (2007-2012). Son expertise est ensuite mise à contribution lorsque vient le temps en octobre 2012 de réfléchir sur les règlements administratifs du World Trade Centre Winnipeg, dont il occupe la présidence depuis sa fondation formelle en avril 2013 et jusqu'à tout récemment.

Le pli juridique, Raymond Lafond a dû l'acquérir par osmose durant ses années au contact des juristes, comme membre du CA de l'Institut Joseph-Dubuc (1987-1989) et membre « laïc » du CA de l'Association des juristes d'expression française du Manitoba (1989-1994). « C'était à une époque où les avocats étaient très politisés, très engagés. Ça discutait en masse! J'avais bien sûr un intérêt pour l'association comme telle. Mais c'était aussi un bon lien d'affaires. »

Il est de fait toujours utile d'être imprégné de raisonnements d'avocats quand il s'est agi de faire revivre la Chambre de commerce de Saint-Boniface. Il a fallu faire preuve de débrouillardise. « Une loi fédérale impose qu'il ne peut y avoir qu'une seule chambre de commerce par municipalité. En l'occurrence Winnipeg. Mais un jour on a appris qu'il y avait encore une chambre de commerce à St. James. Saint-Boniface aussi était une ville avant Unicity en 1972. On a trouvé le moyen de payer les arriérés dus par l'ancienne Chambre de commerce de Saint-Boniface, et on a repris notre charte en insérant l'adjectif « francophone ».

Le président fondateur de la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface (1989-1991) profite de l'anecdote pour revenir sur une de ses motivations centrales comme personne. « J'étais engagé dans le milieu des affaires, tout en participant à la vie communautaire, à laquelle je suis attachée. Au fond, et je me permets d'insister là-dessus, j'avais vraiment à cœur que nous, les francophones, on prenne ou reprenne notre juste place. Parce qu'il y a eu un temps, sans doute en partie à cause de l'influence de la religion, où on ne prenait tout simplement pas notre place. »

« Il faut que la SFM soit plus pertinente »

Sur la question de la refonte de la SFM, Raymond Lafond est au stade de la réflexion. Une réflexion soutenue par son ample expérience d'homme d'affaires.

L'actuel directeur général de trois corporations (1) pose ainsi le problème à résoudre : « Le rôle de la SFM est double : revendiquer pour nos droits et assurer la promotion des services en français. Il faut trouver le moyen d'enclencher une dynamique pour qu'on ait plus l'oreille des gouvernements. Ça, c'est le principe. Comment le traduire en pratique, c'est là le défi. »

« Je n'ai pas encore d'idée précise sur la structure à proposer. Sûrement il y a moyen d'en trouver une qui va répondre davantage aux besoins des francophones, en tant qu'individus ou en tant qu'organismes. Une bonne structure, c'est un outil pour aider des gens engagés à remplir leur mission et leurs objectifs, à donner leur plein potentiel.

« Ici, la question qui se pose c'est : *Quoi faire pour que la SFM soit plus pertinente, plus forte, plus influente? Quoi faire pour que la SFM s'assure d'un leadership fort, et continu?* On ne peut accuser personne. Chose certaine, la SFM n'a pas toujours joué le rôle qu'elle aurait pu et dû jouer.

« Il y a eu des périodes où la SFM était plus ou moins forte. Des fois ça dépendait des personnes, des fois des situations. Ça existe, la grâce du poste, quand dans certaines situations difficiles on doit grandir personnellement pour assumer la fonction. Des fois, il s'agit juste d'avoir deux ou trois personnes au CA qui sont plus fortes. Des personnes fortes attirent d'autres personnes fortes. »

Son implication dans le monde des affaires lui permet de proposer une analogie entre la SFM et une chambre de commerce. « Une chambre de commerce ne gère pas de commerces. Son devoir c'est de s'assurer que ses membres puissent prendre leur place dans la communauté. Quand la Chambre de commerce de Winnipeg prend la parole, le gouvernement écoute. »

Sur sa lancée, Raymond Lafond compare une AGA de la SFM avec « l'énergie qu'on ressent à une AGA de l'Association des municipalités bilingues et du CDEM, ou l'énergie à l'AGA de la Corporation catholique de la santé, qui regroupe un paquet d'institutions. Ces gens-là ne sont pas aux AGA par devoir, mais parce qu'ils ont l'impression qu'ils font quelque chose de pertinent et qu'ils répondent à des besoins perçus comme très valables.

« Il me semble qu'on devrait être capable d'en faire autant sur la question des services en français. La SFM devrait être l'outil par excellence de revendication et de promotion. Son rôle central devrait être de permettre aux organismes et aux individus franco-manitobains de se rassembler et de s'en servir pour revendiquer et promouvoir les services dont ils ont besoin. »

(1) Depuis quelques années, Raymond Lafond aide plusieurs congrégations religieuses au Canada à gérer leurs besoins, liés à l'âge avancé de leurs membres. Il est le directeur général du Soutien aux religieux et religieuses du Canada, de Presentation Manor for Seniors à Toronto, et de la Fondation des Congrégations catholiques canadiennes, aussi située à Toronto.

EMIL AUGUST GILLIES, RARE TÉMOIN ENCORE VIVANT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L'homme des missions secrètes

Ils se font de plus en plus rares. Surtout ceux qui ont encore tous les souvenirs à leur disposition. Plus de 70 ans après ses faits d'armes, Emil August Gillies nous a accordé le privilège de puiser dans des souvenirs qui continuent de l'habiter.

À l'âge de 95 ans, l'ancien combattant éprouve toujours de la difficulté à évoquer des vols *Top Secret* qu'il a exécutés pour la Royal Air Force. Des missions de ravitaillement pour la Résistance française qui lui ont valu, tardivement, le 25 septembre, la Légion d'honneur de la République française.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Emil August Gillies a enseigné l'anglais pendant 35 ans pour la Division scolaire de Winnipeg. Aujourd'hui, il mène une vie tranquille de retraité, en compagnie d'Evelyn, sa conjointe âgée de 85 ans. Une atmosphère en contraste absolu avec le début de sa vingtaine. Car de 1943 à 1945, le Winnipégois a passé des moments cruciaux dans le nez d'un avion de guerre. Des moments souvent passés dans le plus grand secret.

« J'étais viseur dans un bombardier Halifax du 644e escadron de la RAF. Forcément, j'ai participé à des grands bombardements de cibles militaires. J'ai participé à bombarder des villes. Parce que j'étais membre des services spéciaux de la RAF, ma mission principale, c'était le ravitaillement de la Résistance française.

« J'hésite encore à en parler. On nous a tellement inculqué la culture du secret. J'ai participé à une bonne quinzaine de vols secrets de ravitaillement en France. On ne posait jamais de questions. Je n'ai jamais précisément su ce qu'on livrait. Sans doute, c'était des armes et d'autre matériel nécessaire à la Résistance. Parfois, on transportait des personnes. Des espions, peut-être. Mais le secret était absolu. »

Emil August Gillies, pris dans la lutte pour trier ses souvenirs, dans le besoin total de laisser exprimer le cœur de sa pensée, murmure : « On était dans le *need to know, and I didn't need to know*. »

« Ça se comprend. La situation était très, très sérieuse. La France était occupée par les Allemands. Des gens se faisaient torturer parce qu'ils résistaient. Et si nous on faisait mal notre boulot, ou que les Allemands apprenaient ce que nous faisions, les gens risquaient d'en mourir. »

La plupart du temps, les bombardiers Halifax décollaient de l'aérodrome de Tarrant Rushton, dans le comté de Dorset, en Angleterre. « On volait la nuit, en rasant la cime des arbres pour ne pas être détectés par les radars. À plus de 200 milles à l'heure.

« Mon boulot, c'était de me servir des cartes routières tout à fait banales, pour automobilistes, pour m'assurer qu'on atteindrait la zone de ravitaillement. Ce n'était pas une situation évidente. Souvent, le noir était presque absolu. Parfois, la lune nous aidait un peu. C'était facile de se perdre. Heureusement, notre équipe était soudée. Le navigateur, Frank Darling, William Deacon, qui était à la radio, et surtout le pilote, Vincent Blake, étaient dans le coup. Vincent était un ami d'école de St. James. On s'entendait bien.

« En fait, on était une vraie équipe du tonnerre. William Deacon utilisait un signal diffusé de l'Angleterre pour nous aider à nous situer. Et je me souviens de Jason Smith, notre mitrailleur de queue. C'était un gars de Camrose, en Alberta. Je crois qu'il pouvait flairer les Messerschmitt 109, les chasseurs les plus dangereux pour nous.

« Une fois qu'on avait atteint la zone de ravitaillement, on attendait le signal des résistants. Ils utilisaient une lampe de poche pour nous transmettre le signal approprié, qui était d'habitude une lettre en code morse. On ne livrait jamais quoi que ce soit sans avoir reçu le signal. On était des professionnels. On avait le souci de la chose bien faite. On ne voulait pas mettre les résistants dans le pétrin. »

Et pourtant, à plus d'une reprise, Emil August Gillies a eu « la très nette impression » que les Allemands savaient que son Halifax était en route. « Parfois, les canons anti-aériens semblaient nous suivre à la trace tout le long de notre trajet. Comme si on anticipait où on allait être. On s'est fait tirer dessus à plus d'une reprise, comme si on nous avait trahi. »

photo : Daniel Bahuaud

Emil August Gillies n'aime pas se faire prendre en photo. Pourtant, lorsque *La Liberté* lui a rendu visite, l'ancien viseur de bombardier portait déjà son bérer de la Légion canadienne.

Suite en page 15.



Suite de la page 14.

Un sentiment devenu une quasi-certitude en Hollande, dans la nuit du 1er octobre 1944. « On allait ravitailler la Résistance néerlandaise. On était arrivé au point convenu pour le ravitaillement. On avait même obtenu le bon signal. Et tout à coup les gens au sol se sont mis à nous tirer dessus. »

Mais le pire leur a été épargné. Avec deux des quatre moteurs de l'avion en panne, et le train d'atterrissage hors service, Vincent Drake, avec le sang froid d'un pilote aguerri, a ramené son Halifax jusqu'en Angleterre. Il a été obligé de poser le bombardier en catastrophe.

Vincent Drake s'est mérité la Distinguished Flying Cross. Emil August Gillies, pour sa part, a été blessé au bras, et hospitalisé pendant un mois.

Quand il remue ses émotions vécues pendant les terribles heures de tension, l'ancien combattant reconnaît une nostalgie pour sa terre natale : « C'est à ce moment que tu veux être chez toi, au Canada ». (1)



photo : Gracieuseté 644squadron.org

Un bombardier Halifax du 644e escadron, tirant un planeur Horsa, décole de l'aérodrome de Tarrant Rushton, dans le comté de Dorset, en Angleterre, le 6 juin 1944.

photo : Daniel Bahuaud

La page du carnet de bord d'Emil August Gillies indiquant sa participation à l'Opération Tonga, c'est-à-dire le débarquement aérien du Jour J, le 6 juin 1944.

Emil August Gillies a « une reconnaissance profonde pour les habiletés de Vincent Drake ». Et toute son admiration pour son avion.

« Le Halifax était une machine extraordinaire. Il était robuste et pouvait subir les coups des obus sans s'écraser. Et il était puissant. Les moteurs faisaient énormément de bruit. Ils vrombissaient à en casser les oreilles. Ce qui a sans doute contribué à mes difficultés d'ouïe. C'était très impressionnant de voir un Halifax tirer un planeur Horsa, ou encore un Hamilcar, un énorme planeur qui pouvait transporter des pièces d'artillerie, des jeeps ou encore des chars d'assaut légers. »

Un rappel qui provoque Emil August Gillies à détailler une autre de ses contributions d'importance lors de la Seconde Guerre mondiale. « Le 6 juin 1944, avant l'aube, notre escadron a tiré des planeurs Horsa, qui regorgeaient de troupes. Ces soldats ont été parmi les premières troupes alliées à se battre en France. C'était le Jour J. On les a débarquées derrière les défenses côtières allemandes, en Normandie. »

Les troupes britanniques transportées dans le Horsa tiré par le Halifax de l'équipe d'Emil August Gillies ont contribué à la prise du pont Pégase, situé à quelques kilomètres au sud de Caen. Une des opérations essentielles à la réussite du débarquement. (2)

« Tout le crédit revient à ces soldats. Je n'ai fait que ma petite part. Ceux qui ont tiré les planeurs Hamilcar ont contribué davantage. Imaginez être derrière les lignes et qu'un énorme planeur expulse un *tank*. *The poor Jerries!* » (3)

En plus du Jour J, Emil August Gillies et le 644e escadron ont participé aux débarquements aériens de l'Opération Market Garden en Hollande, en septembre 1944. Et en Allemagne, début 1945.

De retour au Canada après la guerre, le Winnipégois n'avait qu'un seul désir en tête : « tout de suite me remettre à vivre une vie normale ».

« J'aime recevoir de l'attention. J'aime être un peu dans mon théâtre. Alors je suis devenu enseignant, pour avoir un public. Je suis un p'tit gars de la ville. J'ai pu enseigner à Winnipeg toute ma vie. J'ai rencontré Evelyn, et on a eu deux fils, Stephen et Christopher. Après 25 ans à l'école secondaire Churchill, j'ai pris ma retraite en 1986.

« Je suis content d'avoir pu vivre cette vie normale. J'avais 23 ans quand je survolais la France. J'étais jeune. Je m'étais enrôlé parce que le Canada était en guerre. Personne ne m'a pas forcé de le faire.

« Je suis franchement fier d'avoir reçu la Légion d'honneur. C'est flatteur. C'est John Edwards, le président du local de la Légion canadienne, celle du Duc de Kent, sur l'avenue McDermot, a proposé mon nom pour cette distinction. Mais au fond, vraiment, je ne pense pas que je la mérite, cette médaille. Je n'ai fait que ce que la plupart des autres gars ont fait durant la guerre. J'ai fait ce que je devais faire. »

(1) Cet épisode est mentionné dans le livre du célèbre historien de la guerre aérienne Kenneth Merrick intitulé ***Handley Page Halifax : From Hell to Victory and Beyond.***

(2) La prise du pont Pégase figure en bonne place dans le classique ***Le jour le plus long.***

(3) On peut visionner un film d'archives de British Pathé portant sur les Halifax et le planeur Hamilcar au www.youtube.com/watch?v=D1x5NI2qvY

ACCÈS SAINT-BONIFACE : UN BÂTIMENT DISTINGUÉ

Le mieux-être de tous est reconnu

Les personnes qui vivent des handicaps le savent déjà. Le centre Accès Saint-Boniface met ses visiteurs à l'aise. La Ville de Winnipeg le sait aussi : elle a accordé aux concepteurs son Prix d'excellence en accessibilité.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Chris Sobkowicz est le coordonnateur du Comité consultatif sur l'accessibilité de la Ville de Winnipeg. À son avis, le centre Accès Saint-Boniface, « dépasse de loin le strict cadre des règlements municipaux et provinciaux sur l'accessibilité pour les édifices ».

Chaque année, le Comité consultatif sur l'accessibilité examine entre 20 et 25 édifices. De ce nombre, une douzaine est retenue. « Nous nous rendons sur les lieux pour comprendre davantage la philosophie qui sous-tend les choix des architectes lorsqu'ils pensent à l'accessibilité. Il ne s'agit pas de faire un audit sur l'accessibilité, mais plutôt d'apprécier une vision. »

Résultat : cinq édifices ont été reconnus cette année. (1)

« Les architectes de la firme MPP Architects ont fait un travail très impressionnant avec le centre Accès Saint-Boniface. L'accessibilité est profondément intégrée au design de tout l'édifice, sans pour autant que cela ne saute aux yeux. Quand une personne se rend au 170, rue Goulet, elle ne s'apercevra probablement pas que les couloirs sont plus larges, que l'éclairage est largement naturel, et que les locaux – qu'il s'agisse des salles pour les patients qui visitent un médecin ou des bureaux des employés – sont conçus pour mettre les gens à l'aise. On est bien loin de la simple installation de rampes pour les fauteuils roulants. Le mieux-être de tous est au cœur de la conception d'Accès Saint-Boniface. »

Chris Daly, un partenaire de la firme MPP Architects depuis 2006, est le responsable du projet. Il avait déjà remporté quatre Prix d'excellence en conception architecturale d'accessibilité.

« Ma sensibilité à l'importance de l'accessibilité s'est d'abord développée en 2008. Je faisais la conception d'une rénovation des bureaux du Mennonite Central Committee. Une employée du MCC était quadraplégique. Il fallait créer un espace de travail en fonction de ses besoins, qui étaient très spécifiques. Non seulement il fallait repenser son bureau, mais aussi imaginer ses déplacements le matin et le soir dans l'édifice. Il fallait même installer des crochets pour son manteau à sa hauteur. »

Depuis, Chris Daly a continué à développer cette sensibilité. « Je suis très fier de la Clinique pour femmes et son centre d'accouchement situé à l'angle des chemins St. Anne et St. Mary. Côté accessibilité, c'est un de nos meilleurs projets. Le centre Accès Saint-Boniface aussi. Chaque fois qu'on entreprend un nouveau design, on incorpore les leçons acquises lors du projet précédent. Notre équipe est devenue très, très forte. Je n'aurais pas pu réussir sans Hailey Connor, l'architecte de design intérieur qui a passé plus de cinq mois à réfléchir à l'utilisation des espaces intérieurs. »

MPP Architects continuera à penser et à développer l'accessibilité.



Archives La Liberté

Hailey Connor et Chris Daly, de la firme MMP Architects.

Chris Daly élabore : « Mon partenaire à la firme, Robert Wrublowsky, est leader dans le design des résidences de soins personnels pour aînés. Il a réévalué les lignes directrices de la Province sur la conception de ces édifices. Jusqu'à présent, ces résidences ont encore beaucoup trop une ambiance institutionnelle. Les couloirs sont trop étroits, l'éclairage est baigné de lumière fluorescente et artificielle. Ce ne sont pas des endroits où je voudrais voir s'installer mes parents. »

(1) Les édifices reconnus sont : l'Active Living Centre de l'Université du Manitoba; Accès Saint-Boniface; le restaurant Original Pancake House situé au 2220, boulevard McGillivray; le Centre des services spécialisés pour enfants et adolescents du 1155, rue Notre-Dame et le Projet d'accessibilité du 4e étage de l'édifice de la Cour provinciale du Manitoba, situé au 408, avenue York.

SANTÉ EN FRANÇAIS VEUT SORTIR DE L'IMPASSE LINGUISTIQUE

Objectif : le mieux-être des patients

Pour certains postes dans les hôpitaux, cliniques et autres établissements de soins de santé, le bilinguisme est aussi essentiel que de savoir faire une prise de sang. D'où l'effort de la Société Santé en français de sortir de l'opposition artificielle entre les compétences cliniques et les compétences langagières.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

L'Hôpital Sainte-Anne a reçu la visite d'Agrément Canada le 23 mars dernier. L'organisme sans but lucratif, qui certifie les normes de sécurité et de qualité dans plus de 7 000 établissements au pays, était de passage pour évaluer la qualité des services en langue française à l'hôpital.

Jo-Anne Marion, la directrice des services de santé à l'Hôpital Sainte-Anne depuis 2012, explique l'importance de l'évaluation :

« L'hôpital est désigné bilingue depuis 2012. La majorité de nos postes, surtout du côté des médecins et des infirmières, sont déjà bilingues. La clé était de savoir si on respectait les normes d'Agrément Canada. Comme par exemple : le patient est-il accueilli dans les deux langues dès son arrivée? A-t-il accès à des documents en français? Les médecins et infirmières le soignent-ils en français? »

En plus des services, Agrément Canada a évalué les compétences en gouvernance et en leadership, pour s'assurer que les structures et la gestion nécessaires à une livraison de services en français soient bien en place.

Résultat : Agrément Canada a accordé un « A + » à Santé Sud et à l'hôpital.

Lorraine Grenier, la directrice régionale des services en français à Santé Sud, est « fière d'avoir rempli 46 des 49 critères d'Agrément Canada ». « Le grand avantage de l'exercice, c'est qu'en plus de savoir où on se tient en termes d'accès aux services en français, on a pu aussi nous assurer que nos évaluations à l'interne collent à la réalité du patient. On sait aussi que côté gouvernance, leadership et embauche du personnel, on est bien au niveau. C'est rassurant, parce qu'on livre des services non seulement à Sainte-Anne, mais aussi à Notre-Dame-de-Lourdes, Saint-Claude et Saint-Pierre-Jolys.

« Ce qui est plus rassurant encore, c'est de savoir qu'on est en mesure de répondre aux normes d'Agrément Canada. La Province a déjà un règlement sur les services en français, qui remonte à 1998. Le fait d'avoir répondu aux critères d'un organisme national très bien coté dans le domaine de la santé renforce la nécessité de rendre essentiels les services en français. »

Annie Bédard, la directrice de Santé en français Manitoba, fait remarquer que là était le but ultime de l'exercice.

« Je siège depuis déjà six ans à un groupe de travail national de Société Santé en français qui cherche justement à faire avancer la cause des services en français partout au Canada. Établir des normes pour la qualité et la sécurité des services en français est un moyen clé dans la réalisation de cet objectif. »

En 2014, la Société Santé en français a conclu une entente avec Agrément Canada pour créer des normes linguistiques et de les tester dans quatre sites pilotes au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Ontario et au Manitoba.

Annie Bédard élabore : « Le fait qu'Agrément Canada ait accepté de faire partie de ce projet pilote est énorme. C'est un grand pas en avant qui donne un poids énorme pour convaincre les gouvernements provinciaux, qui sont responsables pour les soins de la santé, d'établir des normes bilingues. »

Geneviève Martin, la directrice du service à la clientèle chez Agrément Canada, partage le même avis. « Les barrières linguistiques compromettent la qualité et la sécurité des soins de santé. Des normes pancanadiennes intégrées, et non facultatives, aideraient à assurer une meilleure livraison des services aux patients. Et contribueraient par conséquent à leur mieux-être. »



photo : Daniel Bahuaud

Lorraine Grenier et Annie Bédard discutent du projet pilote à l'Hôpital Sainte-Anne lors d'une table ronde sur l'accès aux services en français et les normes d'agrément, tenue le 4 novembre à Winnipeg, dans le cadre du forum provincial *À notre santé… en français!*



UN COMMISSAIRE INDÉPENDANT AIMERAIT RECEVOIR LES COMMENTAIRES DU PUBLIC SUR LA RÉMUNÉRATION DES DÉPUTÉS

Un commissaire indépendant de l'Assemblée législative du Manitoba a été nommé pour prendre des décisions concernant le traitement, les allocations et les prestations de pension appropriés pour tous les députés.

Le commissaire, M. Michael Werier, vous invite à lui faire parvenir vos commentaires avant le 16 Janvier, 2017.

Veuillez les envoyer à l'adresse suivante :

Commentaires du public pour le commissaire indépendant
386, Broadway, bureau 302
Winnipeg (Manitoba) R3C 3R6

Courriel : **commissioner@legassembly.mb.ca**

Vous trouverez des renseignements sur le traitement, les allocations et les prestations de pension des députés sur le site Internet **www.reviewcommissioner.mb.ca**.

Le centre d'apprentissage et de garde d'enfants francophones

Le P'tit Bonheur Inc.

(situé dans les locaux de l'École Taché)

lance un appel de candidatures pour combler le poste suivant :

ÉDUCATEUR(TRICE) EN JEUNE ENFANCE NIVEAU II

à temps plein débutant immédiatement

Le/la candidat(e) idéal(e) doit :

- posséder un diplôme de l'Éducation en jeune enfance Niveau II;
- indiquer clairement, par écrit, des exemples concrets de son expérience de travail auprès des enfants;
- maîtriser la langue française parlée et écrite;
- être capable de planifier et organiser un programme propice au développement des enfants;
- avoir de l'entregent et une excellente compétence en communication;
- démontrer de l'enthousiasme, de l'initiative et une énergie positive;
- avoir une ouverture d'esprit et une capacité éprouvée pour le travail d'équipe.

La rémunération pour le poste sera évaluée selon l'échelle salariale du MCCA pour 2015 - 2016.

Le P'tit Bonheur Inc. offre à ses employés plusieurs avantages sociaux, ainsi qu'un abonnement au régime d'épargne de retraite provinciale.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur demande, accompagnée d'un curriculum vitae et les coordonnées de trois personnes qui pourraient fournir des références de travail à :

Marie Rosset
Le P'tit Bonheur Inc.
ptitbon@mts.net

Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature, mais nous communiquerons uniquement avec les personnes choisies pour la prochaine étape de sélection.

Si l'on communique avec vous au sujet d'une possibilité d'emploi, veuillez faire part au représentant ou à la représentante de la garderie, en temps opportun, de vos besoins pour lesquels des mesures d'adaptation doivent être prises afin de vous permettre une évaluation juste et équitable. Les renseignements reçus au sujet des mesures d'adaptation seront traités confidentiellement.

Le P'tit Bonheur Inc. tiendra compte du programme d'équité en matière d'emploi et s'engage à instaurer un processus de sélection et un milieu de travail inclusifs et exempts d'obstacles.



Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface : la reconnaissance de l'excellence

45 ans au service de la communauté, cela se fête. Et à ce titre, la Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface n'aurait pu espérer plus beau cadeau que celui que vient de lui remettre *Imagine Canada*, le programme national d'agrément des organismes de charité. Le 1er novembre, la Fondation a eu l'honneur de recevoir ce précieux sceau qui consacre l'excellence de sa gestion aussi bien que de sa gouvernance. « C'est une grande fierté que d'obtenir cet agrément, pour l'ensemble de la Fondation, pour les donateurs ainsi que pour le public », se réjouit Charles LaFlèche, P-dg de l'organisme depuis six ans et demi. « Et c'est le fruit d'un long travail de remise en question auquel la Fondation a accepté de se soumettre depuis maintenant un an et demi, en passant au crible les 73 critères requis par Imagine Canada pour obtenir l'agrément. »

Cette distinction vient désormais reconnaître la Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface comme l'un des 200 organismes d'excellence à travers le pays, parmi les quelque 170 000 structures de charité que compte le Canada. Même si, localement, cela fait bien longtemps que le bien-fondé de la Fondation n'est plus à prouver : depuis trois ans, grâce au travail sans faille de ses 20 employés, elle est parvenue à doubler ses revenus annuels, les faisant passer de 6 M $ à 13 M $. De même, en dépôt, la Fondation est passée de 25 M $ à 60 M $. « De quoi envisager l'avenir sereinement et passer le cap des périodes creuses », confirme Charles LaFlèche. « Chaque année la Fondation reverse 7 à 8 M $ à l'hôpital, à travers trois départements. Principalement pour la recherche, qui n'est pas financée directement par le gouvernement. Mais aussi pour le centre cardiaque qui réalise chaque année 1 300 opérations à cœur ouvert et pour lequel on vient de financer du matériel d'imagerie de pointe. Et enfin pour le fonctionnement général de l'Hôpital, du département mère-enfant à celui des soins palliatifs. C'est pour toutes ces raisons que nous tenons à remercier nos donateurs, qu'ils fassent partie de notre programme Dons majeurs, qu'ils contribuent à travers nos soirées ou tournois de prélèvement, ou encore qu'ils participent par le biais de nos loteries. En ce qui concerne l'Hôpital, chaque don relève de l'émotion humaine, de la naissance à la mort. Il n'y a pas de petit don. »



Charles LaFlèche, président-directeur général de la Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface.



Le sceau de confiance du Programme de normes est une marque d'Imagine Canada utilisée sous licence par la Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface.

Pour soutenir la Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface, rendez-vous sur www.saintboniface.ca.
Pour en apprendre plus sur Imagine Canada, visitez www.imaginecanada.ca

DSFM

DANS NOS ÉCOLES

Dans nos écoles est une vitrine exceptionnelle pour faire connaître les activités de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), les réussites des élèves de la maternelle au secondaire et sa programmation d'excellence.

Ce rendez-vous hebdomadaire revient sur ce qui s'est passé dans les 23 écoles de la DSFM et annonce les évènements à venir.

Restez informés en suivant Dans nos écoles chaque semaine dans le journal *La Liberté* et sur le site DSFM.mb.ca



RESSOURCES WEB

La DSFM propose ci-dessous une liste de ressources Web non exhaustive. Ces ressources ont été répertoriées à titre de service pour les familles des élèves de nos écoles de langue française et les lecteurs de ces pages.

PETITE ENFANCE
Promouvoir les Centres de la petite enfance et de la famille
www.desledebut.ca

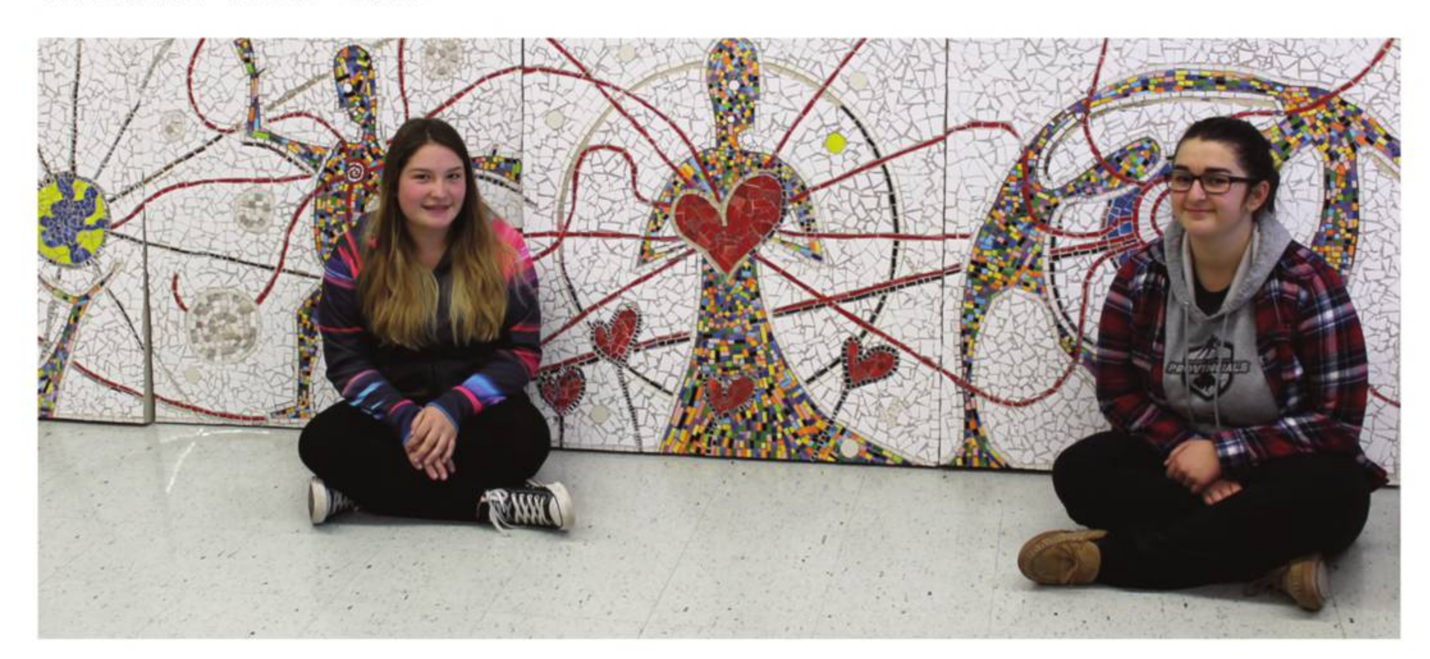
ÉDUCATION
Plan stratégique sur l'éducation en langue française
www.pself.ca

SANTÉ
www.canadiensensante.gc.ca/ et **www.wrha.mb.ca/healthinfo/healthlinks/index-f.php**

Lumière sur l'École Pointe-des-Chênes

Une école au cœur de la communauté

Communautaire – UNESCO – Culturel



Sylvie Dornez et Chloé Champagne posent devant la mosaïque que l'école a réalisée au mois d'octobre.

À Sainte-Anne, l'École Pointe-des-Chênes fait partie intégrante de la communauté. Candidate pour devenir école UNESCO, l'institution offre à ses élèves la possibilité de s'impliquer à travers un vaste choix d'activités communautaires et culturelles organisées par des comités divers animés par les élèves.

Le directeur de l'école Brian Martel est fier du travail que réussit son école pour la communauté. « Pour devenir une école UNESCO à part entière, nous devons démontrer un engagement actif des élèves, du personnel et de la communauté. C'est un effort collectif et nous travaillons fort pour que cela se réalise et pour faire de nos élèves de bons citoyens. »

> *Être capable de parler le français est un avantage pour notre futur. »*
> Sylvie Dornez, 11e année.

Depuis le début de l'année scolaire, les élèves ont déjà participé à de nombreuses activités. « Nous avons fait le projet mosaïque au mois d'octobre. Mathieu Bergeron, un artiste du Québec, est venu nous aider à réaliser quatre panneaux qui représentent les quatre piliers de l'UNESCO. »

Le Comité vert de l'école a aussi participé à différentes initiatives. Chloé Champagne, élève en 12e année, en est membre. « Nous planifions d'ajouter de nouvelle buvettes pour réutiliser les bouteilles d'eau. » Le comité a aussi aidé la Ville de Sainte-Anne à planter des arbres. Au mois d'octobre, les élèves du groupe Jeunes manitobains des communautés associées (JMCA) de l'école ont pris part à la campagne contre la faim de Financement agricole Canada (FAC).

Pour encourager les élèves à parler en français, le directeur et les enseignants ont mis en place un tournoi qui récompense une classe chaque mois. « Le personnel partage ses observations pendant la classe, les récréations, le diner. Nous voulons mettre en avant les classes qui font un effort pour parler en français, même dans les moments de détente. »

L'école a développé un autre projet qui récompense les élèves de la maternelle à la 8e année lorsqu'ils parlent français. « Lorsqu'on entend un enfant parler français spontanément, on lui donne un jeton. À la fin de la journée, on les réunit tous dans un grand récipient. C'est une façon de leur dire : *On vous a attrapé à parler en français, bravo!* »

L'École Pointe-des-Chênes a également une vie culturelle très remplie. Elle est reconnue au Festival Théâtre Jeunesse, et ses classes d'harmonie participent à des concerts aux différents évènements communautaires de l'année.

Sylvie Dornez, en 11e année, apprécie que son école accueille des élèves de tous les âges. « Notre école va de la maternelle à la 12e année. C'est bien, parce que c'est amusant de croiser les petits dans les couloirs. J'aime aussi le fait que nous ayons des petites classes, cela nous permet de mieux connaitre nos camarades et nos enseignants. Et puis aussi, être capable de parler le français est un avantage pour notre futur. »

Célébrons nos succès!

Amy Gudmunson et Emy DiCarlo.

Bravo à la communauté de l'école Jours de Plaine pour leur énergie, enthousiasme et participation à la danse franco-western! Félicitations à Éva Bluhm et à Major Fox pour avoir remporté les deux, la première place pour chacun des concours de danses franco-western!
Merci à Emy DiCarlo et Amy Gudmunson pour la musique franco-western bien rythmée!

Programmation et pédagogie culturelle



Dans les écoles de langue française, la valorisation de la culture francophone joue un rôle important pour l'épanouissement de chaque apprenante et apprenant. La programmation scolaire permet d'offrir maintes activités pour promouvoir la culture et enrichir le bagage culturel de chaque élève. La programmation culturelle a aussi pour objectif de favoriser et d'inspirer la croissance de chaque élève à titre de créateur et d'apprenant dans les divers domaines artistiques.

Les bienfaits de l'improvisation

Improvisation – LISTE – Culturel



Christian Jobin et Renée McMurray font partie de l'une des deux équipes d'improvisation du Centre scolaire Léo-Rémillard.

Les élèves de la DSFM ont été conviés à un camp d'improvisation théâtre. Le temps d'une fin de semaine, les participants ont découvert des techniques d'improvisation et de jeu théâtral. Ils ont aussi appris à mieux connaître leurs camarades et les élèves d'autres écoles.

Roger Durand était l'un des animateurs du camp. Lorsqu'il n'enseigne pas la physique, la chimie et les mathématiques au Centre scolaire Léo-Rémillard, il entraîne les équipes d'improvisation de l'école et joue dans la Ligue d'improvisation du Manitoba (LIM). « J'ai commencé à jouer à la LISTE en 1995. En 1998, je suis arrivé à la LIM. J'étais là dès les débuts de cette initiative. »

« L'improvisation nous épanouit et nous donne énormément d'options francophones au Manitoba pour notre futur. »

Renée McMurray, 12e année.

Pendant le camp, qui a eu lieu du 21 au 23 octobre, les improvisateurs en herbe ont suivi divers ateliers pour améliorer leur jeu de scène. « Les élèves ont appris comment construire un personnage, comment construire une histoire et la faire avancer. À la fin du camp, ils avaient une bien meilleure connaissance de l'improvisation. »

Habituellement ouvert aux élèves de la 9e à la 12e année, le camp a accueilli pour la première fois les élèves de 7e et 8e années. « Nous souhaitons rehausser l'intérêt de l'improvisation chez les jeunes. Tous nos nouveaux participants ont adoré le camp. »

Christian Jobin, en 12e année au Centre scolaire Léo-Rémillard, a apprécié ses participations aux camps. « J'ai toujours été intéressé par le théâtre et les arts dramatiques. Quand j'étais en 9e année, j'ai vu des annonces et j'ai rejoint l'équipe. Les personnes étaient vraiment chaleureuses et je n'étais pas du tout intimidé. Quand je joue, il n'y a pas de limite. Le camp nous donne l'occasion d'être plus à l'aise avec notre équipe et avec nos adversaires. »

Renée McMurray, également élève en 12e année au Centre scolaire Léo-Rémillard, a participé au camp pour la troisième année consécutive. « Mes deux grands frères ont fait de l'improvisation, c'est une activité de famille. Ce que j'aime avec l'improvisation, c'est qu'il n'y a rien de concret, tout est dans l'imagination. »

Grâce au camp, Renée a eu l'occasion de s'entraîner avec son équipe pour l'année, mais aussi de rencontrer les joueurs que son équipe affrontera pendant le tournoi qui débutera le 9 novembre. À cette occasion, le Centre scolaire Léo-Rémillard accueillera l'École La Source de Shilo.

Après quatre ans à pratiquer l'improvisation, Renée McMurray a constaté les bénéfices dans sa vie de tous les jours. « L'improvisation, ça change le caractère d'une personne. On est plus ouvert aux idées des autres, on voit les choses sous des angles différents et on ne réagit pas de la même façon à certaines situations. » Elle voit aussi les possibilités pour l'avenir. « L'improvisation nous épanouit et nous donne énormément d'options francophones au Manitoba pour notre futur. »





LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

Match # 1 de la LISTE,
9e à 12e année,
9 novembre au Centre scolaire Léo-Rémillard,
visiteurs : Centre scolaire Léo-Rémillard 1
et École La Source, ouvert au public

Match #2 de la LISTE,
9e à 12e année,
15 novembre à l'école communautaire Aurèle-Lemoine,
visiteurs : École communautaire Réal-Bérard
et Collège Louis-Riel, ouvert au public

Match # 3 de La LISTE,
9e à 12e année,
23 novembre à l'école Pointe-des-Chênes,
visiteur Centre scolaire Léo-Rémillard,
ouvert au public

Camp exécutif JMCA,
25 au 27 novembre,
Roseau River

LA COMMISSION SCOLAIRE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 30 novembre à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

LES CONGÉS

Journée d'administration,
10 novembre,
congé pour les écoles Christine-Lespérance, Lacerte, Léo-Rémillard, Louis-Riel, Précieux-Sang, Roméo-Dallaire et Taché

Jour du souvenir,
vendredi 11 novembre,
congé

Journée de perfectionnement professionnel,
14 novembre,
Écoles Gabrielle-Roy, Lagimodière, Noël-Ritchot, Notre-Dame, Pointe-des-Chênes, Réal-Bérard, Saintt-Jean-Baptiste, Saint-Joachim, Sainte-Agathe, Aurèle-Lemoine, Gilbert-Rosset, Jours de Plaine, La Source, La Voie du Nord, Saint-Georges et Saint-Lazare.

Journée de perfectionnement professionnel,
2 décembre,
écoles Aurèle-Lemoine, Gilbert-Rosset, Jours de Plaine, La Source, La Voie du Nord, Saint-Georges et Saint-Lazare.



EMPLOIS ET AVIS



Gestionnaire, services aux résidents

Poste à temps plein

POSTULEZ EN LIGNE :
actionmarguerite.ca
Télécopieur: 204 233-6803



CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANTS
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

OFFRE D'EMPLOI | WINNIPEG, MB

Adjoint(e) administratif(tive) bilingue
Lieu : 3553, route Pembina, Winnipeg, Manitoba
Temps plein

Vous avez probablement entendu parler de Talbot et Associés. Des histoires de folies et de méthodes absurdes, combinées avec un niveau d'excellence en comptabilité et une passion inlassable pour servir nos clients au-delà de leur imagination la plus folle. Croyez ce que vous entendez.

Nous sommes à la recherche de notre prochain(e) adjoint(e) administratif(tive) bilingue (Directeur(trice) des premières impressions).

LE/LA CANDIDAT(E) IDÉAL(E) :

› Démontrera la capacité de travail d'équipe et possédera de solides compétences en gestion du temps
› A une compréhension de comment rédiger et réviser de la correspondance professionnelle
› Est attentif, organisé, motivé et agréable
› A de l'expérience en administration de bureau (un atout mais pas nécessaire)
› Est orienté vers le service à la clientèle
› Est complètement bilingue (anglais et français)

LES TÂCHES INCLUENT :

› Fournir un soutien administratif à tous les membres de l'équipe, y compris d'autres membres du personnel administratif
› Rédiger et réviser la correspondance
› Répondre au téléphone, revoir les courriels et accueillir les clients de façon courtoise
› Gérer les rendez-vous quotidiens de tous les membres de l'équipe
› Toute autre tâche connexe

Talbot et Associés propose un environnement de travail dynamique et divertissant et offre une croissance phénoménale à chaque membre de l'équipe, tout en offrant une richesse inégalée de connaissances et expériences pour nos clients. Nous offrons un salaire compétitif et de grandes possibilités d'avancement. Si vous êtes à la recherche d'une carrière stimulante et enrichissante parmi une excellente équipe, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante :

Madame Valérie Chaput
Talbot et Associés | 3553, route Pembina, Winnipeg MB R3V 1A5
204.269.7460
valerie.chaput@talbotcpa.ca

talbotcpa.ca



Faites carrière dans le service à la clientèle!

- Nous cherchons des représentant(e)s bilingues pour rejoindre notre équipe du service à la clientèle!
- Nous travaillons avec nos clients par téléphone, courriel, service des messages instantanés en ligne et par les médias sociaux.
- Venez rejoindre notre équipe exceptionnelle!

Nous vous offrons un excellent salaire et des bénéfices à long terme!
La rénumération de base commence à 13,75 $/heure.

Compétences que nous cherchons :

- excellente communication, plaisant et professionnel (parlé et écrit) en français et en anglais;
- compétences informatiques;
- capacité de travailler dans un environnement structuré;
- ponctuel(le) et souple;
- expérience dans le service à la clientèle serait un atout.

Veuillez envoyer votre CV en ligne à **precruiting@24-7intouch.com**

Le sujet du message courriel devrait indiquer le numéro de travail suivant : **3371982**

Nous espérons que vous ferez bientôt partie de notre équipe!

Nous espérons vous avoir parmi nous.

RESSOURCES HUMAINES (SIÈGE SOCIAL) **24-7 INTOUCH.COM/CAREERS**
1400, AVENUE TAYLOR, WINNIPEG (MANITOBA) R3N 1Y6 CANADA





APPEL DE CANDIDATURES

Adjoint administratif ou adjointe administrative au Registrariat

Responsabilités :

- Assurer le service auprès de la population étudiante, du corps professoral, du personnel et du public.
- Effectuer le suivi des dossiers.
- Maintenir le système de classement et les procédures d'archivage.
- Effectuer l'entrée de données pour l'admission et l'inscription des étudiantes et des étudiants.
- Offrir un appui dans les dossiers des bourses, des examens et des collations des grades.

Qualifications recherchées :

- Formation en gestion de bureau ou l'équivalent en expérience.
- Bonne connaissance du français et de l'anglais, parlé et écrit.
- Aptitude à travailler avec des bases de données.
- Connaissance des applications Microsoft Office.
- Avoir un bon sens de l'organisation.
- Avoir de l'entregent et un esprit d'équipe.
- Pouvoir traiter avec un public varié.

Rémunération : selon la convention collective

Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation et votre curriculum vitae au plus tard le 23 novembre 2016 à :
Lorraine Roch, directrice des ressources humaines
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-233-0210, poste 401 Télécopieur : 204-237-3099
lroch@ustboniface.ca
ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

PETITES ANNONCES

DIVERS



Préparez-vous pour vos repas de Noël avec Chez Mémère!
TOURTIÈRES 11 $
BOULETTES 9 $
TARTE AU SIROP D'ÉRABLE 11 $
SUCRE À LA CRÈME 6 $
VINAIGRETTE À L'ÉRABLE 9 $
KETCHUP À MÉMÈRE 8 $
BEURRE D'ÉRABLE 12 $
Contactez le Musée dès maintenant pour passer votre commande!
Commandez d'ici le 21 novembre 2016
Par courriel :
cdesrochers@msbm.mb.ca
ou par téléphone : (204) 237-4500
369-

À LOUER

HIVER 2016-201. PARK MODEL / AZ ROOM dans le parc "The Resort" à Mesa, Arizona. Pour plus de renseignements, composer le 204-253-7757
367-

À VENDRE

MAISON À VENDRE : 30, baie Peartree (quartier River Park Sud). À proximité des écoles Christine-Lespérance et Léo-Rémillard; d'écoles d'immersion, primaires et secondaires; du centre d'achat Saint-Vital. Trois chambres à coucher; 1½ salles de bain; sous-sol fini; double garage chauffé (289 900 $). Appelez ou textez au 204-250-1030.
368-



NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ **Photo : 15,93 $**







Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.



Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, et sa filiale Télé-Pop, qui fournit les services informatiques et offre des solutions technologiques d'entreprise à la Caisse, sont à la recherche d'une personne pour combler un poste permanent occasionnel en soirée et/ou en fins de semaine :

OPÉRATEUR(TRICE)

au 301-205 boulevard Provencher à Winnipeg

Les responsabilités principales de l'opérateur(trice) sont de surveiller les systèmes informatiques selon les protocoles établis, d'aviser les personnes ressources de toute anomalie et d'intervenir dans le dépannage des problèmes qui peuvent survenir, de fournir l'assistance et le support à l'environnement informatique sur toute situation nécessitant une attention particulière, et de répondre aux appels téléphoniques et préparer le courrier interne.

Pour de plus amples renseignements :
www.caisse.biz/fr/carrieres/



Le centre d'apprentissage
Les enfants précieux inc.
(situé dans les locaux de l'École Précieux-Sang)

lance un appel de candidatures pour les postes suivants :

- **Aide en jeune enfance pour le programme scolaire avant et/ou après l'école de 7 h 30 à 9 h / 15 h 15 à 17 h 30**
- **Aide en jeune enfance pour le programme préscolaire de 9 h à 17 h 30**

La personne idéale dispose des connaissances et des qualités suivantes :

- doit avoir de l'expérience avec les enfants;
- doit démontrer de l'enthousiasme et de l'énergie positive;
- doit posséder une maîtrise de la langue française parlée et écrite;
- doit avoir une capacité de travailler en équipe;
- doit être flexible au changement.

Horaire de travail : du lundi au vendredi.

Date de commencement : Aussitôt que possible.

Veuillez soumettre votre curriculum vitae et une lettre couverture incluant trois (3) références à :



Michèle Demarcke
209, rue Kenny
Winnipeg (Manitoba) R2H 2E5
Téléphone : 204 235-0039
Télécopieur : 204 237-5207
michedemarcke@gmail.com

LA DIVISION SCOLAIRE PEMBINA TRAILS

est à la recherche de candidat(e)s bilingue(s) pour combler le poste permanent à demi-temps (3,5 heures/jour) ou (7 heures/jour à chaque deux jours).

Bibliotechnicien(ne) bilingue

Les candidat(e)s doivent :

- être diplômé du secondaire;
- posséder un certificat en bibliothéconomie;
- avoir d'excellentes habiletés de communication et avoir de l'entregent;
- avoir la capacité de travailler en équipe;
- posséder d'excellentes connaissances du français et de l'anglais, à l'oral et à l'écrit;
- avoir les habiletés de travailler avec les logiciels Follet et Destiny Quest, ainsi que Microsoft Word, Excel;
- avoir des habiletés de dépannage en ce qui a trait à l'équipement (ordinateurs, photocopieur, matériel audio-visuel, etc.);
- avoir de l'expérience en navigation à l'Internet;
- pouvoir travailler de façon indépendante;
- adhérer à la philosophie de l'école à la jeune enfance;
- adhérer à la mission et la vision de l'école et de la division scolaire.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae et trois (3) noms de référence en ligne à **www.pembinatrails.ca** "EMPLOYMENT", "SCHOOL LIBRARY TECHNICIAN" Compétition **#161101263-DI** avant 16 h, le 15 novembre 2016.

Seulement les personnes choisies pour une entrevue seront contactées. La personne retenue pour ce poste devra soumettre la copie originale d'une vérification judiciaire récente de moins de 12 mois jugée satisfaisante par l'employeur et compléter la Demande de vérification du registre concernant les mauvais traitements, avant d'entrer en poste.



Festival du Voyageur

Le Festival du Voyageur inc. est à la recherche de plusieurs personnes pour combler une variété de postes pour l'organisation de la fête hivernale 2017 et du sentier d'hiver.

Adjoint(e) à la programmation :
22 novembre 2016 au 11 mars 2017

Adjoint(e) aux opérations :
22 novembre 2016 au 11 mars 2017

Adjoint(e) aux opérations du Parc du Voyageur :
7 décembre 2016 au 25 mars 2017

Travailleur(euse) – Sentier d'hiver :
13 décembre 2016 au 25 février 2017

Coordonnateur(trice) de la signalisation :
13 décembre 2016 au 11 mars 2017

Adjoint(e) à la directrice du marketing :
3 janvier au 4 mars 2017

Adjoint(e) aux ventes :
10 janvier au 4 mars 2017

Pour une description des postes, visitez le **www.heho.ca**

Si vous êtes intéressé(e) à l'un de ces postes, veuillez faire parvenir votre curriculum vitæ par courriel, à **jlafleche@heho.ca.** *Seuls les candidat(e)s choisi(e)s seront contacté(e)s pour une entrevue. Financement offert par le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba.*



Santé en français est à la recherche de candidats et candidates pour le poste suivant :

Coordonnateur ou coordonnatrice de la formation et des communications
Poste à temps plein

Responsabilités générales :

- coordonner le volet de formation linguistique et le volet d'évaluation des compétences linguistiques en travaillant avec différents partenaires, dont les Offices régionaux de la santé du Manitoba, les agences de services sociaux et les établissements désignés bilingues;
- coordonner des ateliers de formation et élaborer de nouvelles initiatives;
- mettre en œuvre le plan de communication de *Santé en français*, dont la gestion de la publicité et la promotion, les relations avec les médias;
- assurer une présence dynamique de *Santé en français* dans les médias sociaux;
- coordonner divers projets ponctuels;
- préparer et gérer un budget;
- rechercher et analyser la documentation en lien avec les fonctions;
- fournir un appui à la direction générale sur différents dossiers.

Compétences recherchées :

- diplôme universitaire ou une expérience connexe équivalente;
- minimum de cinq (5) ans d'expérience de travail en coordination de projets, en promotion d'activités et en relations publiques;
- capacité supérieure de planification et d'organisation;
- preuve d'autonomie dans l'élaboration et la mise en œuvre d'idées, de plans d'action et de stratégies;
- excellentes relations interpersonnelles;
- très bonne connaissance du français et de l'anglais, tant à l'oral qu'à l'écrit;
- connaissance de la communauté francophone, du milieu de la santé et des services sociaux du Manitoba;
- compétences en informatique, incluant le progiciel Microsoft Office et les médias sociaux;
- une expérience de travail dans le secteur de la santé ou des services sociaux est un atout.

Salaire compétitif et avantages sociaux.

Les personnes intéressées peuvent postuler par écrit en faisant parvenir leur curriculum vitæ détaillé accompagné d'une lettre de présentation **d'ici le 24 novembre 2016 à midi**, à l'attention de :

Mme Annie Bédard
Directrice générale
Santé en français
400, avenue Taché, pièce 400
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3C3
abedard2@santeenfrancais.com

Nous vous remercions de votre intérêt et désirons vous aviser que nous n'entrerons en communication qu'avec les candidates ou les candidats sélectionnés pour une entrevue.

À VOTRE SERVICE



CULTUREL

LE SCULPTEUR AUX BISONS D'ACIER

L'artiste peintre, sculpteur et neigiste David MacNair a dorénavant une troisième sculpture publique à son actif. Elle est installée au milieu d'un rond-point situé à la charnière du vieux Charleswood et de RidgeWood West.

B4-B5

COMMUNAUTAIRE

LE MÉDIATHON DE LA SENSIBILISATION

Le Médiathon 2016 de Radio-Canada au profit de la Coalition francophone de la petite enfance a réuni au Théâtre Cercle Molière pas moins de 475 personnes le samedi 5 novembre, transformé pour l'occasion en centre de la petite enfance et de la famille.

B7

CULTUREL

PLUG IN, L'INSTITUT QUI VEUT VOUS BRANCHER CULTURE

La fête des sens se prépare

37 artistes, une douzaine de stands de dégustation, des centaines de passionnés et une seule cause : faire rayonner l'art contemporain à Winnipeg. Voilà ce que promet la soirée de gala de l'Institut Plug In, le 19 novembre à l'hôtel Delta.


Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

Winnipégoises, Winnipégois. Il y a quelque chose que vous savez peut-être déjà, mais que Leomark Dookeran tient à vous rappeler : ce qui surprend, et attire, de nombreux candidats à l'immigration dans la capitale du Manitoba, c'est sa richesse. Culturelle, notamment. « Certains l'expliquent par la rigueur du long hiver, propice à libérer la créativité. D'autres, par la grande diversité des populations qui viennent, comme un mille-feuilles, se nourrir les unes des autres en vagues successives. Quelle qu'en soit la raison, Winnipeg brille de plus en plus sur la scène culturelle nationale. Voire, n'ayons pas peur des mots, internationale. »

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder le nombre de galeries présentes dans la ville, de galas et de collectes de fonds qui agitent la sphère artistique tout au long de l'année. Et qui, à l'instar de l'Institut d'art contemporain Plug In, ne craignent pas de décloisonner les différentes chapelles artistiques.



photo : Barbara Gorrand

Leomark Dookeran aux côtés d'une œuvre d'Andrew Valko, présent au Plug In Gala l'an dernier.

C'est cette énergie bouillonnante qui a notamment séduit Leomark, Montréalais d'origine, arrivé à Winnipeg il y a 10 ans. Et l'a poussé à s'investir en intégrant le comité organisateur du Plug In Gala (1).

« La galerie Plug In est au cœur de l'évènement culturel de Winnipeg depuis 1972. Elle a permis l'émergence de nouveaux artistes, en leur donnant l'opportunité de s'exposer ou en organisant des résidences. Elle donne une visibilité incroyable à l'art contemporain en invitant des artistes de grande renommée. Et depuis 15 ans, par le biais de son Gala, Plug In permet de fédérer tout le monde pour une bonne cause : celle de l'art contemporain. »

Dire que Leomark est passionné par l'art relève de l'euphémisme. Pour lui, le Gala est tout simplement « un concentré de Winnipeg ». « Cette soirée, qui est rendue possible par le dévouement des artistes, des partenaires et par la grande générosité des bienfaiteurs, permet de goûter la ville. Tous les sens sont sollicités. La vue bien sûr, puisque pas moins de 37 artistes offrent une œuvre pour l'encan silencieux, ce qui est extraordinaire.

« D'autant que parmi eux figurent des artistes comme Duane Linklater, Sarah Anne Johnson, Marcel Dzama ou encore Geoffrey Farmer, qui représentera le Canada à la biennale d'art contemporain de Venise en 2017. Mais aussi le goût, au travers des 12 stands de dégustation auxquels participent les meilleurs restaurants de la ville, associés à une sélection de vins. Il y a aussi l'ouïe, puisqu'il s'agit d'une soirée dansante. C'est une grande fête des sens, un feu d'artifice. »

Une soirée unique en son genre qui permet à l'Institut Plug In de poursuivre tout au long de l'année sa mission au service d'un art contemporain accessible à tous.

(1) Le Plug In Gala se tient le 19 novembre à 19 h à l'hôtel Delta, 350 avenue St. Mary. Billets : 195 $ (général) ou 295 $ (VIP).

Sudoku

PROBLÈME N° 528

						5		8
4		8					1	
			1	9				
					5	2		
6	1	9	2					5
	7					8		
	6			7		4		
8	3			1		6		
					9			

RÉPONSE DU N° 527

3	1	9	8	6	5	4	2	7
2	5	8	7	9	4	6	1	3
7	4	6	1	3	2	9	5	8
4	3	2	9	7	8	1	6	5
9	7	5	6	2	1	8	3	4
8	6	1	4	5	3	2	7	9
1	9	3	2	8	7	5	4	6
5	8	4	3	1	6	7	9	2
6	2	7	5	4	9	3	8	1

RÈGLES DU JEU :

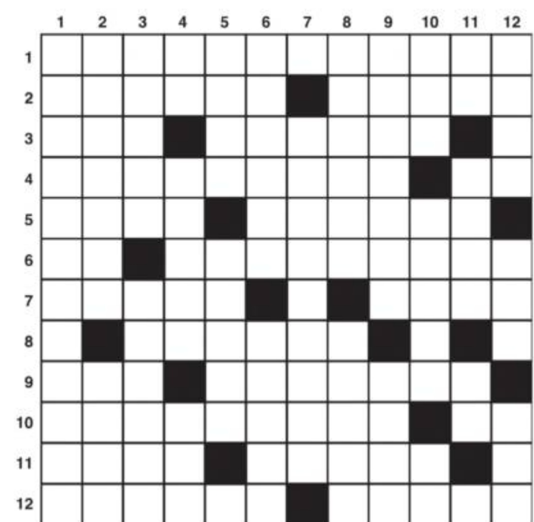
Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 897





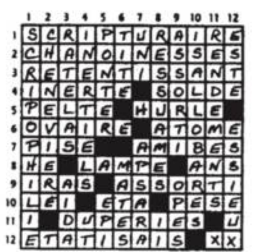
HORIZONTALEMENT

1- Qui ressemble à un ver.
2- Araignée. – Commune des Deux-Sèvres.
3- Partie de la charrue. – Effrayé.
4- Qui agit avec force. – Carte.
5- Exerça une action en justice. – Dans les Pyrénées-Atlantiques.
6- Gamme. – Fis des reproches à quelqu'un.
7- Cavités anatomiques. – L'Irlande.
8- Fit la remise à section d'une galerie écrasée.
9- Affluent de la Garonne. – Détruisent.
10- Donnèrent les couleurs de l'arc-en-ciel. – Conjonction.
11- Cédé à une incitation. – Posture du yoga.
12- Centaure qui fut tué par Héraclès. – Grand monastère.

VERTICALEMENT

1- Chauve-souris.
2- Partager. – Cercle.
3- Troisième clavier de l'orgue. – Herbes aux fleurs peu visibles.
4- Gamme. – Punit sévèrement. – Situé.
5- Du verbe «aller». – Affaiblissement.
6- Plant de vigne. – Nettoyas en grattant.
7- Ensembles des énarques.
8- Carnivore. – Qui dure un an.
9- Sous-arbrisseau montagnard. – Volcan actif de la Sicile.
10- Colère. – Insulaire. – Article contracté.
11- Rolland Ouimet. – Anarchiste. – Personnel.
12- Affluent du Danube. – Fils aîné de Noé. – Breuvage.

RÉPONSES DU N° 896





LES EDUK'APPLIS

Par Josée Toffen

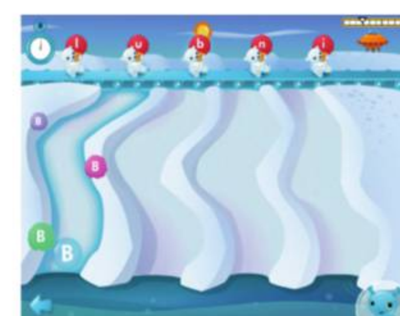
Josée Toffen est enseignante en 1re année dans une école de la DSFM. Dans sa classe, les enfants apprennent en s'amusant grâce à des applications pédagogiques. Littérature, mathématiques, sciences, arts ou culture, il y en a pour tous les goûts! Josée partage avec vous ses applis coups de cœur, à utiliser en classe ou à la maison.

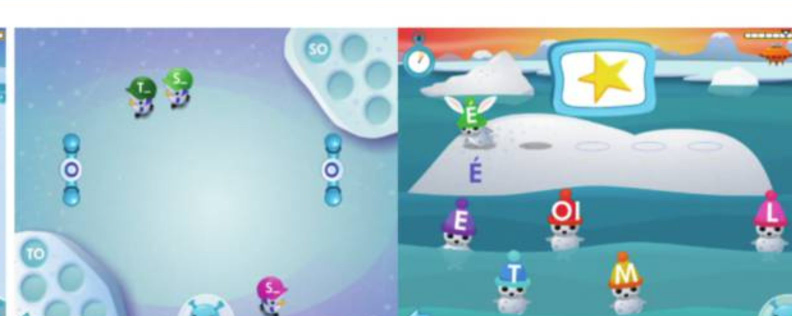


Barefoot World Atlas

Sur iTunes, pour les 4 et +

Venez faire le tour du monde avec ***Barefoot World Atlas!*** (Vous devez premièrement cliquer sur *paramètres* pour configurer l'application en *français*.) Ce globe interactif 3 dimensions donne l'occasion aux enfants (et aux adultes!) d'explorer le monde avec le bout des doigts. Le globe est recouvert de centaines d'objets tels que la Tour Eiffel, l'Opéra de Sydney, le Fram, des animaux tels que l'orque et des drapeaux. En appuyant sur l'objet désiré, vous verrez une courte description (toujours avec l'option d'être lu à voix haute pour vous) et une photo réelle de l'objet. En appuyant sur un des drapeaux sur le globe, par exemple Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'application vous donnera les informations suivantes sur le pays : la capitale, la surface en km carrés, la population, la température, la date et l'heure en temps réel, le point culminant, la monnaie, le transport pour 1 000 personnes et les émissions moyennes de CO_2. J'ai l'application depuis plus de trois ans et je m'amuse encore à découvrir des coins du monde dont je ne connaissais pas l'existence. Vous pouvez aussi télécharger l'Amérique du Nord, le soccer international et l'art international comme des ajouts spéciaux à l'application.





Lettres! Apprends avec Boing

Sur iTunes, pour enfants en âge d'apprendre les lettres

Je vous invite à entrer dans le monde de ***Lettres!***, un monde arctique où les ours polaires, les pingouins et les phoques donneront le goût d'apprendre à vos enfants! L'application est excellente pour les enfants qui sont en début d'apprentissage en lecture. L'application a 3 différents jeux qui ont 3 différents niveaux de difficulté; un jeu de lettres avec des ours polaires, un jeu de syllabes avec des pingouins et un jeu de mots avec des phoques. **Le jeu de lettres** est un jeu de jumelage de lettres majuscules et minuscules. **Le jeu de syllabes** est un jeu où l'enfant doit associer une consonne à une voyelle pour créer une syllabe. Le dernier jeu (mon préféré!) est **le jeu de mots**. L'enfant doit épeler le mot sous l'image montrée. Ceci est un excellent jeu de francisation ou simplement pour bâtir le vocabulaire d'un enfant. Il y a aussi Additions!, Maths!, Saisons!, Animaux! et Émotions! conçus par Tribalnova qui valent la peine d'explorer.

« J'AVAIS PROMIS DE RACONTER LE MANITOBA »

Denis et son carnet de voyage

En quête de grands espaces, le peintre français est arrivé un peu par hasard à Winnipeg en 2005. Il a failli ne jamais repartir. De ce coup de cœur est né un carnet de voyage illustré.

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

« Je n'avais aucune idée de ce qui m'attendait. Si ce n'était découvrir des grands espaces. » Plus de 11 ans ont passé, mais Denis Bauduin reste habité par les images du Manitoba. De cette contrée lointaine, à plus de 7 000 kilomètres de la Corrèze où vit cet artiste peintre, il n'avait qu'une vague esquisse.

« C'est un ami qui m'a parlé de Winnipeg pour la première fois. Il était allé au Festival du Voyageur, et en était revenu tellement enchanté qu'il y était retourné plusieurs fois. C'est ce qui m'a donné l'envie de faire le voyage à mon tour. »

Fin juin 2005, Denis Bauduin arrive à Winnipeg en compagnie de ce couple d'amis. Sans aucun a priori, son carnet de croquis en main, prêt à se laisser gagner par l'aventure. Il ne tardera pas à se laisser envoûter par ce territoire plus vaste que la France, par son histoire, et surtout par ses habitants.

« La première chose qui m'a marqué, ce sont les gens. Ils sont tellement accueillants, tellement heureux de voir que l'on s'intéresse à leur pays. Et ils sont d'une telle disponibilité. Comme Henri Pittet, peintre également, que j'ai rencontré dès les premiers jours à La Fourche, où je m'étais installé pour croquer la ville et ses habitants. Il m'a fait découvrir son Winnipeg. Les gens passaient, me voyaient peindre, et ils m'invitaient chez eux, visiter leur châlet au bord du lac… Je n'avais jamais rencontré de personnes aussi chaleureuses. »

De rencontre en connaissance, Denis Bauduin se laisse guider à travers le Manitoba. L'artiste ne perd pas une miette de son voyage : le Bouclier canadien, Churchill, les forêts de sapins, les lacs, les couchers de soleil, le mont Riding, les bisons, la région de Pinawa ou encore les traces des coureurs des bois. « Il y avait une surprise à chaque tournant du chemin. J'ai passé deux mois et demi extraordinaires. À tel point que lorsqu'a sonné l'heure du retour, je me suis posé la question de savoir si je n'allais pas rester! »

C'est donc le cœur lourd, mais le carnet rempli de dessins, que Denis Bauduin reprend l'avion pour la France. Les années passent, et le peintre reprend ses activités habituelles. Mais dans un coin de sa tête trotte cette promesse de réaliser un carnet de voyage tiré de son expérience manitobaine.

Enfin en 2008, avec l'aide de sa compagne, il publie à compte d'auteur le récit de son aventure (1). Une déclaration d'amour de 160 pages qui, de dessins en anecdotes, rend hommage à un territoire « magique » autant qu'à celles et ceux qui y habitent. « Et si j'ai dédié ce carnet à Henri Pittet, c'est à eux tous que je voulais, bien des années plus tard, dire : j'ai tenu ma promesse. »

(1) Manitoba, de la grande prairie à la toundra, éditions du Ver Luisant. Le travail de Denis Bauduin est visible sur le site www.nospartages.com



photo : Gracieuseté Denis Bauduin

Denis Bauduin prend la pose au milieu de ce Manitoba qui l'a beaucoup inspiré.

photo : Gracieuseté Denis Bauduin

La rencontre avec l'ours, l'une des aquarelles du carnet de voyage de Denis Bauduin.

UNE TROISIÈME SCULPTURE PUBLIQUE POUR DAVID MACNAIR

L'art pour tous pour toujours

L'artiste peintre, sculpteur et neigiste David MacNair vient d'apporter la touche finale à sa plus récente sculpture permanente, installée au milieu d'un rond-point situé à la charnière du vieux Charleswood et de RidgeWood West, le tout nouveau lotissement de Qualico Communities. Dire que tout a commencé en jouant avec de la neige.

Bernard BOCQUEL

bbocquel@mymts.net

Sa vie de graphiste professionnel, David MacNair l'entreprend à *La Liberté* au milieu des années 1980. C'est là qu'il fait la connaissance de Réal Bérard, alors au début de son aventure sous le manteau de Cayouche. Le caricaturiste attitré du journal est déjà l'artiste accompli que l'on connaît. Réal va alors encourager David (car les deux deviennent vite amis) à pratiquer la sculpture sur neige.

Comme les neigistes aiment souvent travailler en équipe, David MacNair fait appel à deux amis du Red River Community College, Barry Bonham et Dave Maddocks. Avec un quatrième complice, Jim Alexander, ils forment le groupe G4. Au fil des saisons, ces jeunes talents s'adonnent à la peinture dans le Bouclier canadien l'été et, durant le Festival du Voyageur, affinent leur savoir-faire de tailleurs de blocs blancs. Si bien que depuis une quinzaine d'années, cette fine équipe brave les froids pour créer la monumentale entrée de neige au parc du Voyageur.



photo : Bernard Bocquel

David MacNair devant ses bisons, placés sur un rond-point à l'entrée du tout nouveau lotissement RidgeWood West. L'artiste souligne qu'on ne fait rien seul. Il tire son chapeau à son ami graphiste et peintre Barry Bonham, ainsi qu'au travail de l'ingénieur Julien Lavergne et de Dave Poitras, de Falcon Machinery. Ce dernier n'avait jamais auparavant travaillé sur une œuvre d'art, mais il a tenu à relever le défi au nom du slogan de sa compagnie : *We can do anything*.

Ces artistes sont aussi chaque année à la source de cinq ou six autres sculptures de neige, annonciatrices de la fête d'hiver. Comme celle que les automobilistes retrouvent depuis des années à la hauteur des boulevards Grandin et Lagimodière, presque à l'entrée du quartier Sage Creek, un projet de la compagnie Qualico.

David MacNair se souvient bien de l'appel d'Eric Vogan, devenu entre-temps vice-président de Qualico Communities. « Eric m'a expliqué que la circulation dans le nouveau quartier qu'il s'apprêtait à développer allait être basée sur le concept des ronds-points, un nouveau concept à Winnipeg. Il avait décidé de ne pas juste y planter des arbres et des fleurs. Il pensait qu'une sculpture frapperait davantage l'imagination des gens.

Suite en page B5.

Suite de la page B4.

« L'endroit où existe maintenant Sage Creek était dans le temps un terrain apprécié des chasseurs. Quand j'étais jeune, mon père racontait qu'il aimait prendre le petit chemin - qui est devenu le boulevard Lagimodière - pour aller y chasser les outardes. Alors j'ai pensé à la sculpture *Les quatre vents* que Réal Bérard avait créée dans les années 1960 en hommage au sanctuaire des outardes de Rennie. Réal a accepté que je m'inspire de son travail pour honorer l'animal. Pour rappeler qu'on est en train de prendre une partie de son territoire sauvage. »

Les Quatre vents version MacNair ont été dévoilés à l'automne 2009, au premier rond-point à l'entrée centrale du lotissement. Pour l'artiste, c'était la conclusion heureuse d'un apprentissage sur le tas, puisqu'il a dû faire appel à un ingénieur et à un expert dans la découpe de métaux de grande taille. En l'occurrence d'un acier spécial, à l'oxydation très lente. « Il a aussi fallu aller au Conseil municipal pour faire approuver la sculpture. Il n'y a pas eu de résistance. Nous avions l'appui de Dan Vandal. Le député était à ce moment-là conseiller municipal. »

Pour *Flight-L'envol*, la deuxième sculpture, installée en 2012, la démarche politique n'a déjà plus été nécessaire. Une seconde fois l'artiste a rendu hommage aux outardes, à quelques centaines de mètres des *Quatre vents*, toujours sur un rond-point. À une différence cependant : l'œuvre a pu être placée au centre, les ingénieurs ayant anticipé l'emplacement.

Située à l'autre bout de la ville, la troisième œuvre pour le compte de Qualico est inspirée par la plaine, plus exactement par le temps de la prairie, quand les bisons étaient seigneurs et maîtres des grands espaces. Si d'aventure l'animal à poil dru croisait une pierre assez vigoureuse, il n'hésitait pas à se frotter contre elle, manière de soulager quelque démangeaison. Il existe encore, parsemées sur l'immensité, quelques-unes de ces roches polies, lissées par des générations de bêtes.

« Les travaux d'excavation préparatoires à RidgeWood West ont nécessité l'extraction de plusieurs grosses roches des champs. Dans l'immense tas de pierres accumulées, mon plus gros défi a été de bien choisir celle qui ferait le meilleur *rubbing stone* pour les cinq bisons qui courent vers elle. J'ai opté pour une masse de granit qui pèse au moins 28 000 lbs.

« Avant l'installation de *Running Bison and the Rubbing Stone*, il a d'abord fallu s'assurer que les bisons se comportent dans la réalité comme sur la maquette. (1) Ma grande leçon avec les deux premières sculptures, c'était de tout de suite m'assurer du parfait emplacement de ces énormes pièces de métal. Quand on sait que chaque bison pèse au moins 2 000 lbs, on comprend pourquoi il est essentiel de ne pas manquer son coup. Même si je savais que je travaillais avec des pros, j'ai quand même passé une dure nuit avant la naissance de l'œuvre. »

(1) Quand David MacNair décide de nommer une œuvre (peinture ou sculpture), il opte soit pour un titre en anglais, en français, ou dans les deux langues. Sa plus récente œuvre s'appelle aussi *Bisons galopant vers la roche de Plaine*.

photo : Gracieuseté David McNair

L'installation de la sculpture s'est faite sur plusieurs semaines. La pierre anonyme choisie par David MacNair pour se transmuter en roche-à-bisons provient d'un champ voisin intégré au nouveau lotissement RidgeWood West. Elle a été déplacée par les soins d'une équipe de la compagnie Able Movers. L'opération initiale a eu lieu le 8 septembre. Sur la photo, John Haynes vient tout juste d'assurer à ses coéquipiers que le quasi-*rubbing stone* est bien placé sur la remorque.



photo : Gracieuseté David McNair

Sans doute que la phase la plus délicate de l'installation par étapes de la sculpture a eu lieu le 15 août, lorsque les cinq bisons d'acier, extraits d'une plaque d'acier d'un demi pouce d'épaisseur (1,27 cm) ont été minutieusement déposés, puis précautionneusement placés sur une surface de béton coulé quelques jours plus tôt. David MacNair a jalousement veillé à leur arrimage.



Posons un geste de compassion pour ceux qui ont besoin de nourriture.

Le 16 NOVEMBRE, vous trouverez dans votre journal un sac en papier, remplissez-le de denrées non périssables, et déposez-le avec votre plus beau sourire, à l'un des centres de collecte.

CENTRES DE COLLECTE

CENTRE FLAVIE-LAURENT

450 boulevard
Provencher
Saint-Boniface
Tél : 204-233-4936

LES PAROISSES :

- La Cathédrale
- Précieux-Sang
- Saints-Martyrs-Canadiens
- Saint-Émile
- Île-des-Chênes
- La Broquerie
- Saint-Adolphe
- Saint-Claude
- Saint-Georges
- Saint-Jean-Baptiste
- Saint-Denis
- Saint-Joseph
- Saint-Pierre-Jolys
- Otterburne
- Sainte-Anne
- Somerset
- Saint-Léon

CENTRES DE SERVICES CAISSE GROUPE FINANCIER :

Rendez-vous à l'un des 27 centres de service de Caisse Groupe Financier (www.caisse.biz)

Merci à nos partenaires qui œuvrent dans la compassion



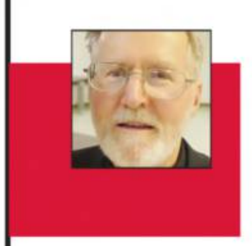








COMMUNAUTAIRE



CHRONIQUE RELIGIEUSE

ROBERT CAMPEAU
Prêtre

Heureux les miséricordieux...

Depuis que le pape François a proclamé 2016 l'année de la miséricorde divine pour reconnaitre que nous avons tous, en tant que baptisés, à être miséricordieux comme le Père, nous entendons davantage parler de miséricorde, surtout à l'église. Mais que mettons-nous sous ce terme? Que signifie-t-il pour nous?

Cette réalité a plus ou moins d'impact sur notre vie selon l'expérience que nous en avons. Autant elle a eu peu de sens pour moi pour une grande partie de ma vie, autant elle prend une signification bien particulière depuis quelques années. Que s'est-il passé?

Pendant nombre d'années, à cause d'un traumatisme psychologique de mon enfance, j'étais incapable de connecter et donc de vibrer à la vie en moi. Adulte, guidé par mon sens aigu du devoir, j'ai assumé de nombreuses responsabilités, mais je les vivais très peu ou pas, comme un appel surgissant de l'intérieur. À mesure que j'avançais en âge, le vide en moi grandissait. Désespéré, j'ai enfin crié vers le Seigneur pour de l'aide. Il a répondu à ma supplication en se révélant à moi à l'occasion d'ateliers de connaissance de soi et de groupes d'accompagnement. Il m'a montré le chemin le plus long du monde, celui qui conduit de la tête au cœur. En acceptant de l'emprunter, j'ai découvert en moi cette profonde blessure, humiliante pour mon ego, qui est devenue ma planche de salut. J'avais besoin d'être confronté à la faille en moi pour m'ouvrir à Dieu qui avait sa demeure en moi. Lentement, en me rendant attentif à sa présence et à son action en moi, j'ai appris à me laisser aimer de Lui. Plus j'avançais sur cette route, plus je reconnaissais être un enfant chéri de Dieu. Confronté à mes faiblesses et mon incapacité de m'en sortir par mes seuls moyens, j'ai dû avoir humblement recours à la miséricorde divine. Chaque jour, conscient de mon péché, comme un enfant, je vais me blottir dans les bras du Père pour me laisser envelopper de sa miséricorde.

C'est à cause de son amour inconditionnel pour chacun de nous que Dieu fait constamment preuve de miséricorde. Sa miséricorde surgit du lieu de l'amour en lui. Une maman et un papa – chez qui l'amour est suffisamment dégagé –, même s'ils sont blessés par le mauvais comportement de leur enfant, ne sont-ils pas prêts à lui pardonner à cause de leur amour en eux pour lui? La miséricorde vient nous chercher dans ce qui est de plus profond et de plus sublime en nous. C'est grâce à notre cœur aimant que nous en sommes capables.

Quand le Christ Jésus dit : « Bienheureux les miséricordieux... » (1), Il vient nous chercher dans le meilleur en nous. Il nous dit en quelque sorte : « Suivez-moi, nous allons descendre ensemble tout doucement au plus profond de votre être où se cache une force inouïe d'amour miséricordieux. Nous allons remonter avec elle pour la laisser s'exprimer au grand jour à travers des actions concrètes de bienveillance dans vos rapports aux autres. » Comme Dieu, au meilleur de nous-mêmes, nous sommes des êtres de miséricorde. Ne sommes-nous pas créés à son image et sa ressemblance?

Il faut donc apprendre dans la prière à descendre au tréfonds de soi pour y rencontrer Dieu et se laisser abondamment aimer de Lui de façon à trouver la force d'aimer à Sa manière. C'est là le message de Jésus. Chrétiennes et chrétiens, c'est à cela que nous sommes conviés par le pape François en cette Année jubilaire de la miséricorde. Puissions-nous poursuivre cette recherche au-delà de cette année qui va bientôt prendre fin. Pour ce faire, dans une prière incessante, osons la grande aventure de la descente au cœur de la vie en nous. Dieu nous y attend. Bonne route!

(1) Évangile de Matthieu, ch. 5, verset 7

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

LE MÉDIATHON 2017 SERA AU PROFIT DU 100 NONS

Pas gros de sous pour les tout-petits, mais beaucoup de visibilité

Le deuxième Médiathon de Radio-Canada a réuni 475 personnes au théâtre du Cercle Molière. L'évènement au profit de la Coalition francophone de la petite enfance a rapporté 11 500 $, contre 34 900 $ en mars 2015. Vingt mille $ avaient été donnés l'an dernier par deux donateurs majeurs.



photo : Bernard Bocquel

La porte-parole de l'évènement était Cosette Dorge Bott, à l'avant-plan avec ses enfants Kalianne et Noah. Sur la photo elle est accompagnée de ses parents, Colette Sabourin Dorge, Jacques Dorge et de son frère Danys Dorge avec ses deux enfants Léa (à gauche) et Arielle.

Bernard BOCQUEL
bbocquel@mymts.net

Les lignes téléphoniques resteront ouvertes jusqu'à la mi-novembre. Joanne Colliou, la gestionnaire de la Coalition, dresse un bilan très positif des deux Médiathon organisés par les radio-canadiens du Manitoba. « Quel que soit le montant récolté, tout peu nous aider. Nous voyons l'argent donné comme un supplément pour assurer la qualité de nos programmes et pour voir au développement de ces programmes. (1)

« Le plus grand bénéfice de l'évènement, c'est de pouvoir mieux sensibiliser les familles à l'importance de commencer tôt à parler le français aux enfants et de faire des activités en français avec eux. Après le Médiathon de l'année dernière, on a vu une différence dans nos centres de la petite enfance et de la famille. En particulier, plus de papas sont venus. Des pères francophones dont la conjointe est anglophone se sont réveillés.

« Et nous souhaitons que ce Médiathon 2016 aura, comme celui de 2015, un impact au niveau des communautés. Sainte-Anne et Saint-Laurent ont maintenant aussi leur centre de la petite enfance, et j'en attribue directement le crédit au Médiathon. Peut-être que les cinq autres endroits où nous voulons des centres vont se mobiliser pour demander de l'aide? »

L'objectif de la Coalition de la petite enfance est d'être présente dans 21 localités. Les cinq endroits encore dépourvus de centres sont Saint-Lazare, La Voix du Nord à Thompson, Jours de Plaine à Laurier, Gilbert-Rosset à Saint-Claude et l'école Lacerte au Parc Windsor.

Joanne Colliou précise : « Dans le cas de Lacerte, c'est à cause d'un manque d'espace. Ce qui en soi n'est pas un obstacle. Les écoles Noël-Ritchot et Christine Lespérance ont prouvé qu'il y a moyen de trouver des partenaires dans la communauté; comme par exemple une église, un centre communautaire. »

Le Médiathon 2017 sera organisé au profit du 100 Nons, qui marquera son demi-siècle d'existence l'an prochain. L'engagement a été pris pour un an. Pierre Guérin, le Premier Directeur- Région Ouest, assure qu'il y a eu « plusieurs bons projets qui ont été soumis. Le choix a été difficile, mais on veut que le choix soit difficile à faire. Pour nous, le Médiathon est un projet de proximité par excellence avec la communauté. »

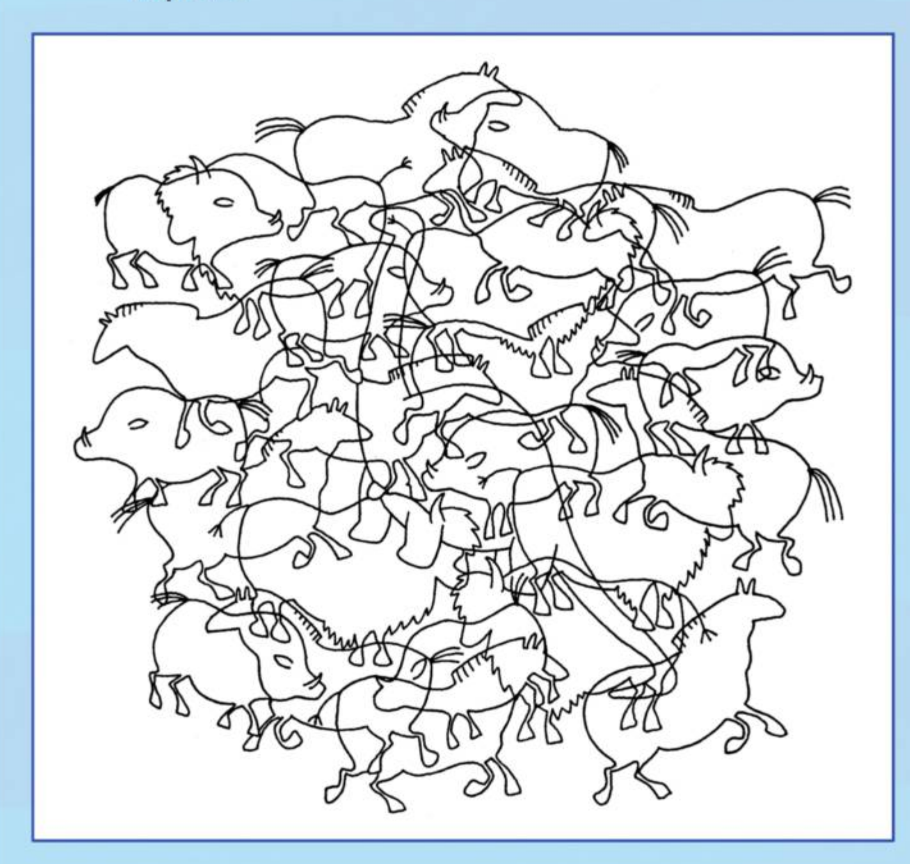
Le Médiathon 2015 avait eu lieu au printemps. Pierre Guérin : « Pour des raisons organisationnelles, je crois que l'automne est un bon temps. Le moment de la tenue du Médiathon 2017 dépendra aussi du partenaire. Pour nous, il s'agit un véritable projet de station qui fait partie de notre rôle communautaire comme diffuseur public. Tout le monde s'implique à un niveau ou un autre. Tout le monde est heureux de participer au Médiathon, qui représente des semaines de travail. » L'évènement annuel est en place depuis 2001.

(1) La Coalition francophone de la petite enfance dispose d'un budget annuel de 575 000 $, dont la moitié provient d'Enfant en santé Manitoba et l'autre du Fédéral.

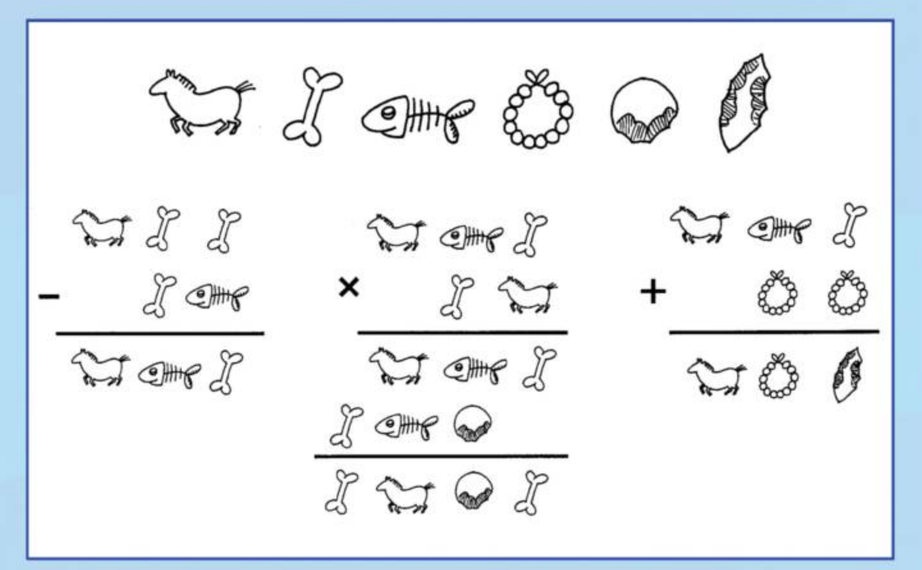
LE CLUB DE BICOLO

PRÉHISTOIRE

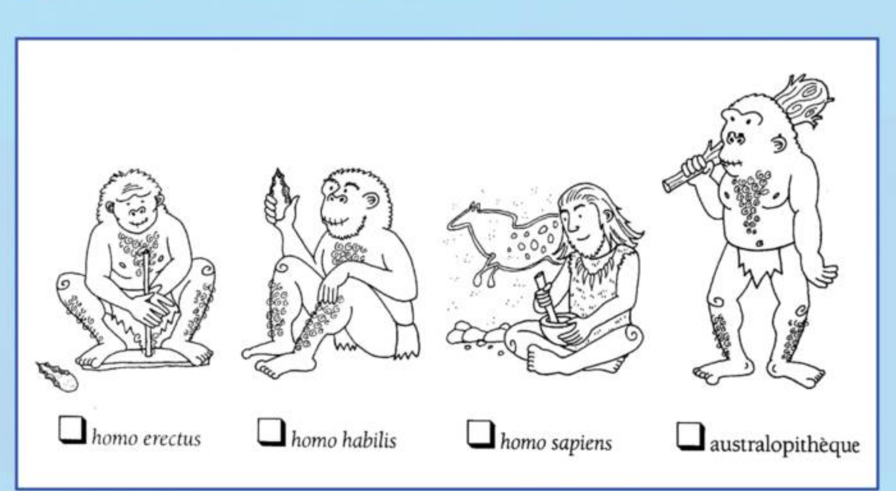
1 Combien vois-tu d'animaux dans ce fouillis de formes? Une des créatures représentées ne devrait pas s'y trouver. Laquelle?



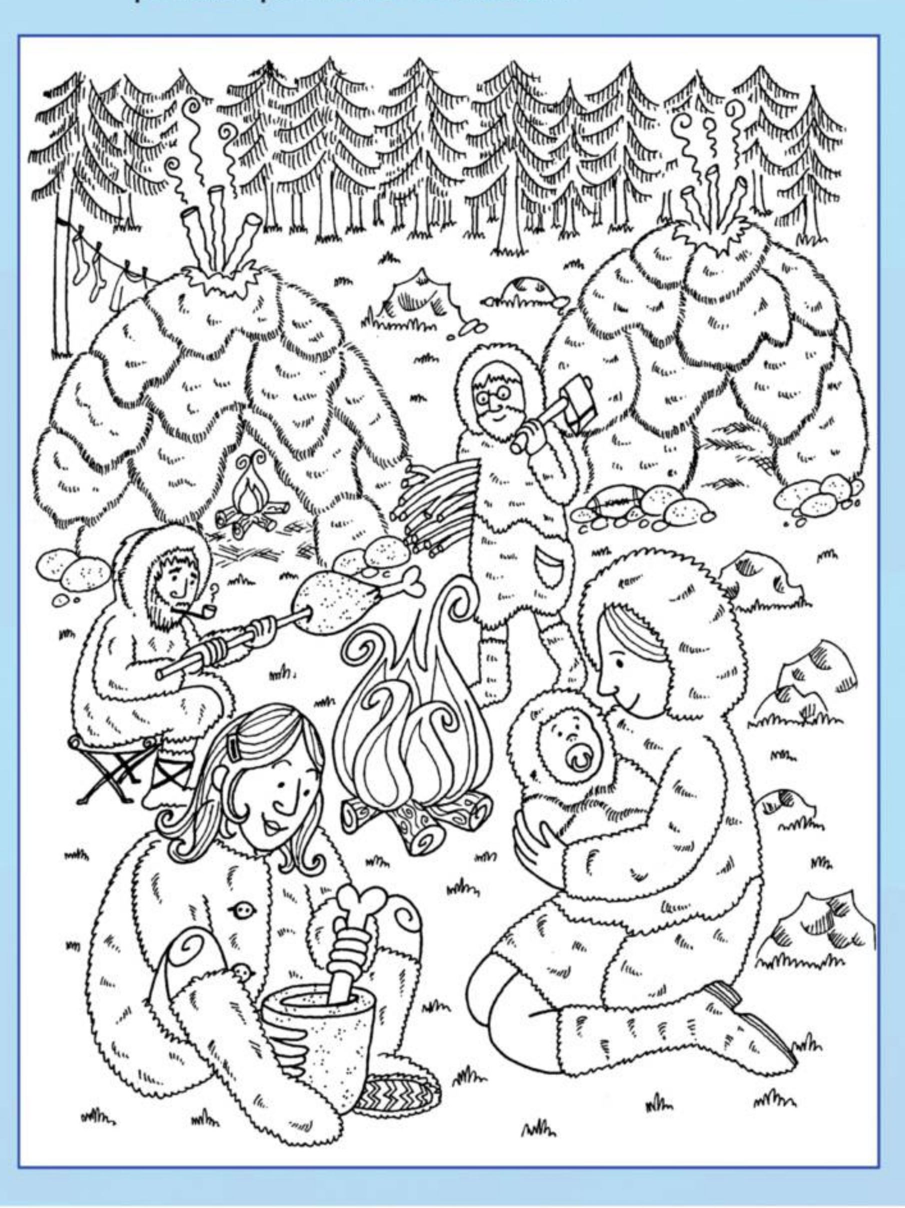
2 Les six éléments ci-dessous représentent chacun un chiffre de 0 à 5. Les trois opérations suivantes t'aideront à déterminer la valeur de chaque élément.



3 Peux-tu mettre en ordre ces braves hommes préhistoriques, du plus ancien au plus récent?



4 **12** erreurs se sont glissées dans cette scène préhistorique. À toi de les découvrir!



SOLUTIONS

1. Il y a 5 bisons, 1 brontosaure, 9 sangliers et 11 chevaux. Au temps des hommes préhistoriques, les brontosaures n'existaient plus depuis longtemps.
2. = 0; = 1; = 2; = 3; = 4; = 5
3. 1. australopithèque; 2. *homo habilis;* 3. *homo erectus;* 4. *homo sapiens*.
4.

CLUB DE BICOLO • C.P. 190 • 420, rue Des Meurons • Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4 • 204-237-4823



WORLD TRADE CENTRE®
WINNIPEG

SEPTEMBRE 2016

IMMIGRATION ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE

Retrouvez le cahier spécial sur www.wtcwinnipeg.com/fr/articles-of-interest

NOVEMBRE 2016

BUSINESS INFOCENTRE

JANVIER 2017

SERVICES COMMERCIAUX



Pensez succès, pensez BIC!

Créer son entreprise. La voir grandir. Lui donner les moyens de voler de ses propres ailes. Quand on y pense, devenir chef d'entreprise, c'est un peu comme devenir parent : beaucoup de fierté, mais tout autant de tracas.

D'où l'idée de créer un centre unique d'appui, destiné aussi bien aux entrepreneurs existants qu'à ceux qui souhaitent se lancer dans l'aventure.

Ce berceau, c'est le Business InfoCentre (BIC), ouvert en avril 2014 par le World Trade Centre Winnipeg. À sa tête, Mariette Mulaire, présidente-directrice générale, et Joelle Boisvert, la gestionnaire du BIC. Deux professionnelles pour qui le monde de l'entreprise n'a pas de secret. « Import-export, gestion, finances, ressources humaines, marketing, service à la clientèle… On offre une centaine de séminaires par an et des outils et services gratuits pour aider les entrepreneurs », lance Joelle Boisvert.

Et Mariette Mulaire de renchérir : « On VEUT la réussite des entreprises. On a tous les outils pour que les entrepreneurs bâtissent LEUR SUCCÈS. »

Des outils et des services qui, dans un monde des affaires en perpétuel mouvement, se déclinent à la carte, en fonction des besoins, aussi bien en anglais qu'en français. Avec une telle force à leurs côtés, les entrepreneurs du Manitoba ont déjà beaucoup moins de soucis à se faire…



JOELLE BOISVERT, GESTIONNAIRE DU BUSINESS INFOCENTRE

MARIETTE MULAIRE, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

219, boulevard Provencher | 3e étage | Winnipeg | Manitoba | Canada | R2H 0G4
Téléphone : 204 253-4888 | Courriel : info@wtcwinnipeg.com
Business InfoCentre | Téléphone : 204 984-2272 | 1-800-665-2019
Courriel : cbn@wtcwinnipeg.com | www.wtcwinnipeg.com







LANCER > DÉVELOPPER > ACCROÎTRE VOS AFFAIRES

Le Business InfoCentre (BIC) est un portail d'information pour tous les entrepreneurs du Manitoba. Membre du Réseau Entreprises Canada et niché au sein du World Trade Centre Winnipeg, nous nous trouvons au centre des affaires.



SERVICES PERSONNALISÉS EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS

> en personne : 219, boulevard Provencher, 3e étage
> par téléphone : 1.204.984.2272 | 1.800.665.2019
> par courriel : cbn@wtcwinnipeg.com



SÉMINAIRES ET WEBINAIRES GRATUITS

> plus de 100 par an en anglais et en français
> la possibilité de participer à distance depuis votre ordinateur/tablette/téléphone intelligent



RECHERCHE SUR MESURE

> une heure de service de recherche gratuite par entreprise manitobaine par année
> recherche par démographie, lieux géographiques, marchés, tendances



CONSEILS ET OUTILS DE DÉMARRAGE

> information sur divers sujets :
> subventions et programmes de soutien financier
> plan d'affaires
> impôts et règlements, permis et licences
> enregistrement d'un nom d'entreprise, d'une société, d'une attribution d'un numéro d'entreprise
> procédures d'importation et d'exportation



FORMATION EN LIGNE

> gamme de formation en ligne



BIZ GRID

> répertoire manitobain des services de soutien aux entreprises

7 961 Clients servis
> 2 133 En personne
> 4 204 Par téléphone
> 2 526 Par courriel
> 19 Par courrier

225 Séminaires offerts
> 1 194 Participants en ligne
> 2 018 Participants sur place

3 578 Demandes de recherche

196 Évènements communautaires (auxquels nous avons assisté)
> 23 Au rural
> 173 À Winnipeg

27 Partenaires communautaires

Statistiques du 1er avril 2014 au 31 septembre 2016

MIGUEL VIELFAURE, PROPRIÉTAIRE, ÉTCHIBOY

Miguel Vielfaure est à la tête de l'entreprise Étchiboy, une compagnie qui vend des produits autochtones et qui est basée au Manitoba. L'entreprise de commerce équitable fait importer ses produits du Pérou, et ne cesse de croître en chiffres et en popularité.

Étchiboy existe depuis maintenant dix ans. Après avoir rencontré quelques défis au niveau de l'importation des produits pour son entreprise, Miguel Vielfaure a décidé de faire appel au Business InfoCentre pour de la recherche et pour participer à un atelier d'une pleine journée ayant comme sujet : ***Mission à la frontière américaine***.

« Lors de cette mission, nous avons pu personnellement faire une tournée des frontières entre le Canada et les États-Unis en autobus et nous avons pu directement parler aux gens spécialisés et leur poser des questions, raconte le chef d'entreprise. Cela nous a permis d'avoir toute l'information nécessaire sur les procédures douanières, ce que l'on n'aurait certainement pas su autrement. »

Cet atelier a permis à Miguel Vielfaure d'avoir des réponses à des questions qu'il se posait déjà. « Les produits arrivent à la frontière avec certains tarifs, mais ils nous arrivaient de faire des erreurs administratives, confie-t-il. Grâce à la mission organisée par le BIC, nous avons pu apprendre comment étiqueter les boîtes qui arrivent à la frontière, comment faire nos réclamations et savoir exactement ce que l'on a le droit de faire. Il y a beaucoup de démarches, et c'est possible de perdre son produit à la frontière, mais il suffit d'avoir les bonnes informations! »

Le Business InfoCentre a fait une grande différence pour Étchiboy. « Cela coûte cher d'être ignorant!, lance-t-il en plaisantant. Plus sérieusement, il y a beaucoup de choses auxquelles on ne pense pas, et on peut commettre des erreurs. Cette journée productive nous a permis d'épargner 4 000 $ à 5 000 $ par année. »

Autre excellente nouvelle pour le jeune chef d'entreprise : il vient de recevoir une récompense aux Lauriers des PME (Petites et Moyennes Entreprises) du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) du Canada 2016, le 22 octobre dernier.

« Ce que propose le Business InfoCentre est rare, conclut Miguel Vielfaure. J'encourage fortement les gens à profiter des services du BIC, qui nous offre directement les informations qui nous concernent, et qui s'appliquent à nos entreprises! »



Ghyslyn et Miguel Vielfaure.



MATHIEU MANAIGRE,
président, Avenir IT

Depuis presque neuf ans, Mathieu Manaigre, président d'Avenir IT, et son équipe entièrement bilingue offrent des services informatiques aux petites et moyennes entreprises. « Les entreprises francophones sont notre marché niche, explique Mathieu Manaigre. Nous nous occupons de la majorité des organismes franco-manitobains. Cependant, nous avons aussi des clients anglophones. »

À la demande du World Trade Centre Winnipeg, il a réalisé des présentations pour les entreprises francophones et anglophones au BIC. « Nous avons travaillé sur la cyber sécurité et les étapes que les entreprises peuvent suivre pour se protéger. L'espace fourni par le BIC pour effectuer le séminaire avait une configuration idéale. »

Ce séminaire a permis d'éduquer et de conseiller les entreprises participantes. De plus : « Le séminaire nous a ouvert une porte vers de nouveaux clients. Comme entrepreneur, c'est très important de se créer de nouveaux contacts. »

Mathieu Manaigre est ravi de sa relation avec le WTC Winnipeg et les services du BIC. « Nous nous entendons très bien. Nous supportons d'ailleurs leur service informatique. Le séminaire demandé de ma part m'a permis d'agrandir mon réseau, donc je n'hésiterais pas de renouveler l'expérience avec le Business InfoCentre. »



ANDRÉANNE DANDENEAU,
VOILÀ, par Andréanne

Cela fait maintenant 11 années que la ligne de vêtements VOILÀ par Andréanne existe. L'entreprise d'Andréanne Dandeneau est basée au Manitoba et met en valeur la conception et création de vêtements inspirés des racines métisses de la *designer*.

Dans l'idée d'aider son entreprise à grandir, Andréanne a postulé pour participer à la foire *One of a kind* à Chicago, qui se déroulera en décembre 2016. « On avait l'intention d'explorer le marché du Midwest, indique la jeune créatrice. Lorsque notre candidature a été acceptée, on a réalisé qu'il fallait se préparer et s'informer. »

C'est donc pour se former à cet évènement qu'Andréanne et son père, David Dandeneau, ont participé à la *Mission à la frontière américaine*, du Business InfoCentre en avril dernier. « On a rencontré beaucoup d'experts sur l'importation et l'exportation, explique Andréanne Dandeneau, d'autres qui nous ont renseignés sur la fiscalité, et des représentants de compagnies. Si l'on peut identifier le marché et vérifier les endroits qui nous intéressent, cela ne peut que nous aider. »

Pour Andréanne Dandeneau, ce fut une expérience positive et très enrichissante. « Participer à ce genre d'ateliers nous permet de grandir, se réjouit-elle. D'ailleurs, depuis, nous avons embauché deux personnes supplémentaires. Ces évènements sont idéaux pour nous, les petites ou moyennes entreprises, car nous n'avons pas beaucoup de temps. L'atelier du Business InfoCentre était très bien organisé, on a reçu beaucoup d'informations, des grands comme des petits détails, mais qui font toute la différence. »



JACQUES THERRIEN,
consultant, Canada Connect Immigration Consulting Services

Jacques Therrien a travaillé pour le ministère de l'Immigration du Canada pendant plus de 13 ans avant de se reconvertir dans le secteur privé. Pour effectuer cette transition, il s'est renseigné auprès du Business InfoCentre. « J'ai utilisé les services du BIC pour découvrir et obtenir des informations par rapport à des idées d'entreprise. Je sortais du service public, et je voulais savoir si mon projet était réaliste. »

Membre du Conseil de réglementation des consultants en immigration du Canada (CRCIC), Jacques Therrien informe aujourd'hui les entrepreneurs du monde entier qui souhaitent s'installer au Manitoba. « Grâce aux différents postes que j'ai occupés au ministère de l'Immigration, j'ai acquis une bonne compréhension et une bonne connaissance des programmes domestiques et internationaux. Ainsi, je peux donner des conseils adaptés à chacun de mes clients et augmenter les chances de succès de leur demande. »

Il n'hésite pas à référer ses clients aux services et à la recherche du World Trade Centre Winnipeg lorsqu'ils ont besoin de renseignements sur le marché manitobain. « Le BIC offre un service exceptionnel avec une gamme de services incroyable. Les employés ont l'intérêt des clients à cœur et font tout pour que leurs projets réussissent. Nous sommes très chanceux d'avoir accès à de tels services, et je suis fier que mes clients et moi-même puissions en bénéficier. »

Manitobain de souche, Jacques Therrien est heureux de voir de nouveaux entrepreneurs qui viennent dynamiser la province. « C'est gratifiant de voir les gens atteindre leurs objectifs et réaliser leurs rêves. Leur réussite est dans l'intérêt de la province, et plus largement, dans l'intérêt national. »

L'HONORABLE NAVDEEP SINGH BAINS, MINISTRE DE L'INNOVATION, DES SCIENCES ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



« En ma qualité de ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique et ministre responsable de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, je suis fier d'appuyer des organismes qui offrent des ressources et des services aux entrepreneurs par l'entremise du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien.

Grâce à l'appui de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, le Business InfoCentre (BIC), situé dans le World Trade Centre Winnipeg, favorise l'entrepreneuriat et l'innovation en fournissant du soutien, des conseils et de la formation aux petites entreprises du Manitoba.

Au nom du gouvernement du Canada, je félicite le BIC de son engagement envers l'excellence pour ce qui est de soutenir les petites entreprises. Le soutien qu'offre le BIC s'étend à toutes les régions du Manitoba, contribuant à la croissance des collectivités et de l'économie tout en cultivant l'esprit d'entreprise. »

MONA DUPUIS, PRÉSIDENTE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCOPHONE DE SAINT-BONIFACE



« Pour les membres de la Chambre de commerce, les services proposés par le BIC sont essentiels afin que les entreprises puissent évoluer et se tenir à jour sur l'environnement économique. Ces services sont particulièrement importants pour les nouvelles entreprises et pour les entrepreneurs qui veulent se diversifier.

Le BIC offre de nombreux ateliers. Je recommande fortement celui qui aborde les médias sociaux et leur utilisation dans le monde des affaires. Les ateliers de French Toast, qui aident les participants à parler en public en français, sont également très utiles.

Au BIC, les entrepreneurs ont aussi accès à la documentation nécessaire à la recherche des services offerts dans leur milieu. Ainsi, ils peuvent obtenir toutes les informations dont ils ont besoin pour savoir si les services qu'ils offrent sont demandés ou non. »

DES SERVICES OUVERTS À TOUS, PARTOUT



Où qu'ils se trouvent au Manitoba, les entrepreneurs peuvent compter sur les services offerts par le Business InfoCentre. Que ce soit par téléphone, en ligne ou encore en personne, le BIC est ouvert à tous, comme le témoigne Renelle Boissonneault, du Centre de services bilingues : « Lorsqu'un client est entrepreneur ou souhaite avoir des informations pour monter une entreprise, nous le dirigeons vers le BIC, quel que soit l'endroit où il se trouve. Nos clients ont accès à nos ordinateurs publics pour suivre des séminaires en ligne sans avoir besoin de se déplacer en ville. Le BIC est également prêt à venir rencontrer des entrepreneurs du rural. À ces occasions, nous leur offrons nos locaux. De plus, le BIC offre des services en français, ce qui est est un gros atout pour nous! »

Renelle Boissonneault,
coordonnatrice par intérim
Centres de services bilingues



Le Business InfoCentre offre plus de 100 séminaires par an, en anglais et en français, sur une multitudes de sujets pouvant aider les entrepreneurs à naviguer dans le milieu des affaires.

Par exemple :

- **Fiscalité**
- **Exportation**
- **Importation**
- **Médias sociaux**
- **Ressources humaines**
- **Ventes et marketing**

FRENCH TOAST





French Toast est le seul club Toastmasters exclusivement francophone au Manitoba et au nord-ouest de l'Ontario! Ce club vous donne l'occasion de renforcer votre connaissance de la langue française et la culture franco-manitobaine au cœur de Saint-Boniface.

Joignez-vous au club Toastmasters, une initiative du **World Trade Centre Winnipeg | Business InfoCentre** et de la **Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface**!

Le programme Toastmasters vous aidera à :

- Pratiquer l'art oratoire;
- Parler de façon impromptue;
- Développer vos compétences de leadership et enrichir votre vie professionnelle.

En plus, French Toast vous offre : des rencontres qui ont lieu en français; une ambiance détendue et professionnelle; l'occasion de rencontrer d'autres francophones et francophiles.

frenchtoast.toastmastersclubs.org
@FrenchToast-WPG

Un toast, et en français!

« French Toast, c'est une super ambiance, un groupe très dynamique et beaucoup de diversité. C'est l'occasion de développer des compétences à l'oral mais aussi en leadership et en gestion. »

- Erika Morin-Nett,
vice-présidente du recrutement

Le club de toastmasters vous accueille à **7 h 30**, **un vendredi sur deux**, au **World Trade Centre Winnipeg**.

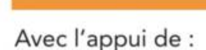


Un partenariat :





Avec l'appui de :



Diversification de l'économie de l'Ouest Canada | Western Economic Diversification Canada